

Besoin d'informations

2 mai 1930

Cher camarade Grylewicz,

Bien reçu la lettre du camarade Senine ainsi que la vôtre. J'aimerais que vous me fassiez savoir où en est maintenant la situation en ce qui concerne l'organisation, l'unité et le Kommunist. Quelles sont les perspectives ? Et à propos du journal ? A combien se montent les frais et dans quels délais il serait possible de passer à un hebdomadaire ? Qu'attendez-vous dans ce domaine de l'Opposition internationale ? A combien d'exemplaire s'est vendu le premier numéro ? Merci beaucoup pour les journaux que vous m'avez envoyés. Ils me seront très utiles. Je vous prie de m'informer de façon aussi détaillée que possible sur la situation de l'Opposition mais pas en termes "officiels", mais dites-moi ce qu'il en est vraiment.

Les travailleurs étrangers en France

2 mai 1930

Cher Camarade Senine,

Merci beaucoup pour votre lettre si détaillée et si intéressante, qui me procure pour la première fois des clartés sur le mouvement ouvrier juif en Europe de l'Ouest. Je me réjouis fort du ton d'optimisme actif qui sort de votre missive et qui reflète certainement l'esprit de votre organisation. D'ailleurs le camarade Frankel m'a déjà informé avec beaucoup de sympathie de l'esprit combatif au sein des organisations d'opposition juives à Paris. C'est naturellement avec une grande joie que j'envierai dans les prochains jours une lettre destinée à la Klarkheit juive. L'idée de vouloir transformer la Klarkheit en organe juif international est intéressante. Seulement, je ne vois pas comment cela se situerait par rapport aux mouvements nationaux de l'Opposition et aux organisations correspondantes. Plus Klarkheit deviendra internationale au sens technique et plus elle devra prendre un caractère théorique propagandiste, car bien sûr elle ne pourra pas intervenir dans les questions politiques spécifiques de chaque pays. Il ne s'agit pas là d'objections de ma part, mais de considérations informelles, car je suppose que, pour les travailleurs juifs en France comme dans les autres pays, il est indiscutable que le devoir suprême consiste à participer au mouvement ouvrier du pays où l'on vit, travaille et lutte. Les ouvriers juifs en France se considèrent-ils dans leur majorité comme définitivement installés dans ce pays ou bien aspirent-ils à le quitter le plus rapidement possible ? Cette dernière éventualité est peu probable. Alors il est très important pour eux d'apprendre la langue française. Dans les conditions actuelles, c'est non seulement d'un grand intérêt pour chacun d'eux individuellement mais cela correspond aussi à l'intérêt politique de la classe ouvrière française et internationale. 60 000 travailleurs pour la seule ville de Paris, c'est une force énorme. De façon générale, les travailleurs étrangers en France constitueront un facteur d'une importance immense dans le développement du pays, bien plus important encore que les Noirs en Amérique avec lesquels ils partagent dans leur majorité leur situation de parias.

Conformément à toute la tradition du pays, les organisations purement françaises sont numériquement peu importantes et leur base est constituée d'une sorte d'aristocratie politique et syndicale de la classe ouvrière. L'immense majorité reste inorganisée et guère accessible à l'activité traditionnelle des organisations politiques et syndicales. C'est en France la question centrale. Il me semble que précisément le rôle joué aujourd'hui par les travailleurs étrangers dans la vie économique de la France est de nature à faire chanceler le fort conservatisme de ce pays. Les travailleurs étrangers constituant dans leur grande majorité, les couches inférieures du prolétariat du pays entrent en contact, en relation et en communauté d'intérêt avec les couches profondes de la classe ouvrière du pays, celles qui sont précisément les plus éloignées des organisations officielles. D'autre part, les travailleurs étrangers, justement du fait qu'ils sont des émigrés, sont intellectuellement plus mobiles et plus réceptifs aux idées révolutionnaires. De la sorte, le communisme possède, ou plutôt peut posséder, avec les ouvriers étrangers, un puissant instrument permettant de souder les couches les plus profondes de la classe ouvrière et leur degré de fécondation révolutionnaire. Votre groupe doit, comme les autres, prendre conscience de cette grande mission historique. Bien sûr, pas dans un quelconque esprit de supériorité nationale ou messianique, c'est totalement exclu, mais dans l'esprit d'une grande tâche internationaliste. C'est ainsi que j'ai posé plus haut le problème du caractère de Klarkheit. Elle ne servira évidemment pas, comme c'était le cas auparavant avec les organes du "Bund" juif à isoler les travailleurs juifs du mouvement ouvrier national du pays en question, mais au contraire elle devra les intégrer à la vie de cette classe ouvrière autochtone.

Pour La Vérité, également, la participation des groupes de langue étrangère - juifs, hongrois, italiens, espagnols... - est de la plus haute importance. Etant donné, comme je l'ai déjà dit, que le milieu des ouvriers organisés et ayant une activité politique est en France très restreint et conservateur, le travail de recrutement à un groupe nouvellement constitué n'en est que plus difficile dès l'abord. Si La Vérité ne surmonte pas cet obstacle dans les prochains mois, elle peut se voir contrainte de rester pour une période relativement longue sur le seul terrain du travail propagandiste. La participation des travailleurs juifs et des autres nationalités pourrait faciliter la création d'une base prolétarienne qui fait actuellement défaut à La Vérité. J'ai déjà proposé un numéro spécial de La Vérité s'adressant aux travailleurs étrangers et consacré à la question générale des travailleurs étrangers en France. Un tel numéro ne pourrait bien sûr voir le jour qu'avec la participation active des groupes étrangers. Pour l'Opposition, les travailleurs étrangers doivent être non seulement un terrain important, mais aussi un terrain extrêmement favorable. Le bureaucratisme des organisations officielles qui, dans l'ensemble, a des effets dévastateurs, touche nécessairement de façon plus sensible les parties les plus faibles, c'est-à-dire naturellement les travailleurs étrangers. Et comme ceux-ci, par leur situation sociale inférieure, sont enclins à critiquer, je crois qu'il serait possible, au prix d'une action importante, réfléchie et vraiment dévouée, de faire de l'Opposition le point de cristallisation de la majorité des travailleurs étrangers.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer le contenu de cette lettre au camarade Gourget à qui j'avais déjà eu plusieurs fois l'intention d'écrire à ce sujet. Cela m'évitera une lettre.

Mes meilleures salutations à tous les membres de votre groupe.

P.-S. Je vais utiliser une partie de votre lettre pour le Bulleten russe, j'espère que vous n'avez rien contre.

Lettre à Zvon

(2 mai 1930)

Cher camarade,

J'ai envoyé hier dix signatures sur les premières feuilles. Elles ont été abîmées car les feuilles avaient été mal enveloppées. Ce n'est pas de ma faute. En outre, j'en ai écrit deux incorrectement, quand je ne savais pas encore signer en tchèque. Si l'éditeur le souhaite, je les referai.

Vous vous plaignez de manquer de forces littéraires. Essayer d'impliquer le camarade Mikhalec. Vous écrivez: "on dit qu'il travaille maintenant avec Neurath". Comment, on dit? Ne lisez-vous pas le journal de Neurath? Il y est paru une série d'articles sur l'Opposition russe signés de Mikhalec. Ils sont rédigés avec attention et sympathie.

Vous écrivez: "ce qu'écrit Zenorovitch est horrible et sans intérêt". C'est excessivement sévère. J'ai lu peu de choses de lui, mais il écrit avec simplicité et savoir-faire. C'est un avantage de taille pour la presse ouvrière.

Votre lettre donne un certain nombre d'explications très importantes sur l'état du parti communiste tchèque officiel. Il est indispensable d'écrire à ce sujet un article sérieux et pertinent. J'insiste là-dessus depuis longtemps, malheureusement sans succès jusqu'à présent. Cet article est nécessaire et pour le journal tchèque et pour toute la presse internationale. Il faut rassembler les faits et les chiffres qui illustrent l'affaiblissement, ou le déclin selon votre terme, du parti communiste officiel. Il faut le faire avec le plus grand soin, en utilisant des données officielles sérieuses et vérifiées. De même pour les syndicats. Un tel travail a une grande importance au plan international, Les camarades tchèques doivent le mener à bien.

Vous cherchez les moyens de percer le mur qui sépare l'Opposition du parti officiel, notamment en utilisant la question du régime du parti et en constituant un "front unique" avec les mécontents du parti. Je ne peux qu'approuver cette initiative, à une condition ne jamais perdre, même une heure, son propre visage. Il ne faut pas oublier que la séparation entre parti et opposition s'est faite dans un processus qui a duré plusieurs années sous la pression de facteurs objectifs puissants. La question du régime du parti a une importance énorme, mais n'oubliez pas que l'opposition de droite s'en prend aussi à celui-ci et le communiste qui se contente de s'offenser du régime politique ira plutôt vers la droite que vers la gauche. L'élaboration individuelle est, dans la période à venir, la meilleure méthode de travail. Il faut le mener comme il doit l'être, particulièrement dans la jeunesse, ne pas ménager son temps pour les rencontres, les conversations, les études, entrer dans les préoccupations personnelles; en un mot, "descendre" des hauteurs du groupe vers les travailleurs réels et vivants.

Lettre à Rosmer

Au secrétariat de l'Opposition Communiste Internationale

Copie au cam. Well
Copie au cam. Seipold

(4 mai 1930)

Chers camarades,

Je vous adresse ci-joint une copie de la réponse envoyée par moi aux cinq camarades berlinois qui ont quitté la direction de l'Opposition Unifiée. Pour moi il va de soi que la direction, y compris après leur geste scissionniste, conserve tous ses pouvoirs et qu'elle doit poursuivre son travail. Si les camarades qui l'ont quitté ne corrigeaient pas leurs erreurs et ne la réintégraient pas, il conviendrait à mon avis d'introduire dans l'équipe de direction cinq nouveaux camarades du même groupe, c'est-à-dire de l'ancienne opposition du Leninbund.

A Sobolevicius

(10 mai 1930)

Cher cam. Well,

Vous avez écrit tout récemment de Leipzig que vous alliez à Berlin à cause de la situation extrêmement pénible qui se développe au sein de la direction. Hier j'ai reçu de vous un télégramme indiquant que vous étiez à Paris. Je me hâte de vous écrire à Paris. Tout d'abord, je suis très inquiet que vous ne soyez pas à Berlin dans un moment aussi critique.

J'ai reçu d'Allemagne plusieurs lettres concernant le départ de Grylewicz, Neumann, etc.. de la direction. Je n'en ai pas reçu d'eux-mêmes. Les motifs de leur geste scissionniste ne me sont absolument pas clairs. Tout d'abord le groupe de Grylewicz, Neumann a désigné la question syndicale comme obstacle majeur à l'unification. Il s'avère à présent que l'opposition de Wedding, comme on pouvait le supposer, avait seulement besoin d'une impulsion organisationnelle pour revoir ses positions sur le problème du travail syndical. En d'autres termes, l'unique justification à la lutte fractionnelle est tombée, ou s'est tout au moins considérablement réduite. Mais c'est précisément à ce moment que Grilevitz et Neumann quittent la direction. Cela donne l'impression qu'ils ne se réjouissent pas de voir écartées les divergences politiques et qu'au contraire, ils s'effraient de cette situation qui les prive de la possibilité de poursuivre leur lutte sanglante au nom de "l'hégémonie". Le cam. Seipold a entendu dire, m'indique-t-il, que l'histoire de Mitteilungsblatt¹ et un déficit de 200 à 300 marks motivent leur geste scissionniste. S'il n'y a rien que de semblables motifs, leur sortie de la direction est non seulement scandaleuse, mais criminelle. On sait que l'histoire de Mitteilungsblatt a précédé l'unification. La question du déficit doit pouvoir être réglée par des moyens pratiques. En quoi y a-t-il matière à un geste scissionniste?

A Paris, vous verrez dans les faits combien les camarades français sont pour le cam. Landau et contre Neumann et les autres. Comment cela s'explique-t-il? Par le fait que le cam. Landau, indépendamment de telle ou telle erreur ou trait de caractère, mène une activité politique sérieuse. Il est intervenu dans la politique du Leninbund de sa propre initiative, en écrivant un article; il correspond avec la presse française; il a élaboré un projet de plate-forme; il a œuvré pour l'unification de l'opposition de Wedding et autres.

Or personne n'entend parler de Joko et Neumann qu'à l'occasion de quelque nouveau conflit de personne ou de quelque nouvelle intrigue. Lorsqu'il s'agit de lignes politiques différentes, les épisodes personnels s'effacent. Il convient de faire son choix en fonction de considérations de principes, indépendamment des qualités personnelles des dirigeants. Ce n'est pas actuellement le cas. Dans la mesure où il faut faire un choix dans un conflit de caractère personnel, tout est contre Neumann et Joko. Je vous envoie copie de mes lettres en Allemagne. Je m'y exprime avec une prudence pleinement explicable par la nécessité d'admettre la possibilité théorique qu'il existe des raisons principales ou globalement sérieuses au conflit, que j'ignore. Mais intérieurement, j'incline à penser que le petit groupe Grilevitz-Neumann-Joko est devenu un obstacle à l'unité de l'Opposition. A mon avis, il convient de remplacer Joko, et à l'extrême Neumann aussi, par deux travailleurs sérieux qui n'aient pas été épuisés par les chamailleries.

Il faut compléter la direction au plus tôt. Elle doit poursuivre son travail. Le journal doit paraître. Ceux qui rompent sans motifs à principe suivront la carrière de Paz: celui-ci a eu beau se gonfler, il a vite rendu son dernier soupir.

Je vous prie de communiquer le contenu de cette lettre à Rosmer et Naville.

Dites, s'il vous plait, au cam. Senine, qu'ils peuvent utiliser pour Klarkheit des extraits de ma dernière lettre en allemand; je n'aurais pas pu écrire autre chose dans une lettre officielle. On peut bien sûr en retirer ce qui est superflu ou inutile pour la presse.

P.S.: D'après ce qu'on m'écrit de Paris, Grilevitz et Neumann avancent comme l'une des raisons, sinon la première, de leur départ de la direction, la méfiance que j'exprimerai à leur encontre dans la lettre dans laquelle je parle d'éventuels agents stalinien chargés de désagréger l'Opposition. Ce motif les compromet encore davantage. Nieraient-ils la possibilité que les staliniens ou Urbahns envoient secrètement leurs agents dans l'organisation oppositionnelle pour se tenir au courant et semer le désordre? Urbahns n'a peut-être pas assez de forces pour cela. Mais les staliniens ont suffisamment de forces et de moyens. Il me semble ainsi avoir indiqué un danger réel et à la fois sérieux. Si ces camarades ne l'ont pas trouvé tel sur la base de leur connaissance de la situation, alors tant mieux. Si le danger est réel à leurs yeux, il faut être attentif à ses propres rangs. Il est aisé, mais tout à fait stupide de s'offenser: c'est comme si les membres d'une organisation clandestine s'offensaient si on leur disait qu'un provocateur avait pu pénétrer dans leurs rangs. Ou bien les membres de la "troïka" estiment-ils difficile pour eux de mener la politique qui leur permettrait de se distinguer des adversaires cachés de l'Opposition? Bref, ils se compromettent entièrement et plus votre groupe prendra une position dure, mieux ce sera.

¹ Bulletin d'Information

10 mai 1930

Cher camarade Seipold,

Grand merci pour votre lettre. Je me réjouis que, dans cette triste situation, vous soyez animé de la volonté de vous tenir dans une position d'objectivité par rapport à ceux qui se cherchent querelle. Je suis parfaitement au courant de l'affaire du *Mitteilungsblatt*. En tout cas, maintenant, après l'unification, cette affaire ne constitue pas une raison suffisante pour quitter la direction. Pas plus d'ailleurs que l'histoire des 280 marks. De tels éléments de conflit surgissent de temps en temps dans toute organisation et quiconque a le sens des responsabilités trouve alors le moyen de les résoudre normalement, sans ébranler ni affaiblir l'organisation. En tout cas, il faut à tout prix assurer la permanence du travail de la direction.

En ce qui concerne votre situation personnelle, je comprends très bien que, comme tout un chacun, il vous faille un certain temps pour vous acclimater au milieu artificiel et plutôt désagréable du parlementarisme. Pour ce qui est des discours, les députés bolcheviques à la Douma russe les préparaient collectivement avec le plus grand soin, puis ils les rédigeaient, car c'est le seul moyen de pouvoir exprimer ses véritables pensées sans les dénaturer, lorsqu'on s'adresse à un auditoire hostile qui vous interrompt à tout propos, et ce sera constamment le cas de la part des communistes officiels. Bien que disposant d'une certaine expérience pratique de ce genre de choses, j'ai été moi-même contraint de rédiger, après une profonde discussion collective, les discours que je devais prononcer ces dernières années devant le plénum du C.C., car les staliniens n'avaient de cesse de m'empêcher de développer mes idées par leurs interpellations brutales et stupides.

Si je puis vous être utile dans un quelconque domaine, je me tiens à votre entière disposition.

P.S.: Je suis presque sûr de ne pas avoir reçu de lettre du camarade Plepp. Il faut aussi tenir compte du fait que, lorsqu'il s'agit de ma correspondance la poste a parfois de curieuses défaillances. En tout cas, je vais immédiatement retourner de fond en comble mes archives et, si la lettre y est, j'y répondrai sans délai.

10 mai 1930

Chers camarades,

En ce moment, je suis hors d'état de prendre position dans le conflit car les raisons politiques, qui doivent nécessairement exister, me sont totalement inconnues. J'attends des informations exhaustives de nature politique de la part des camarades qui ont quitté nos rangs. Il n'est pas nécessaire de vous rappeler que nous avons maintenant atteint heureusement un stade qui nous permet de prendre des décisions concernant les questions litigieuses par des moyens organisationnels statutaires, c'est-à-dire par l'intermédiaire du Secrétariat International.

En tout état de cause, il est pour moi évident que la direction doit continuer à exister, qu'elle doit continuer le travail avec énergie, en évitant tout ce qui pourrait rendre plus difficile le règlement du conflit. Je considère comme nécessaire le soutien financier et transmets mon opinion à ce sujet au secrétariat parisien.

J'espère être en mesure de prendre position en détail sur le problème évoqué, et ce dans un proche avenir.

Le rôle des ouvriers juifs

10 mai 1930

Chers camarades,

Tous mes remerciements pour votre lettre sérieuse et intéressante qui m'a donné pour la première fois un aperçu du mouvement ouvrier juif en Europe occidentale. Je me réjouis du ton d'optimisme actif qui se dégage de ses lignes et reflète certainement l'esprit de votre organisation. En outre le camarade Fr(ank) m'a déjà parlé avec sympathie de l'esprit militant du groupe juif d'opposition de Paris.

L'idée de transformer Klarkheit en un organe juif international est intéressante. Mais je n'ai pas encore une idée claire du rapport que cela aurait avec les mouvements nationaux et les sections de l'Opposition intéressées. Plus Klarkheit devient "international" au sens technique du mot, plus il devra assumer un caractère théorique-propagandiste, parce qu'il ne pourra naturellement pas traiter des questions politiques spécifiques de chaque pays.

Je maintiens que c'est sans doute la plus grande obligation des ouvriers juifs en France, comme dans les autres pays de participer au mouvement ouvrier du pays où ils vivent, travaillent et luttent. Les ouvriers juifs en France, dans leur majorité se considèrent-ils comme des immigrants permanents ou envisagent-ils de quitter le pays dans un avenir proche ? Je crois que c'est la première hypothèse qui est juste. Si tel est le cas, il est très important d'apprendre le français. Dans la situation donnée, dans ce n'est pas seulement l'intérêt individuel de chacun, mais aussi l'intérêt politique de la classe ouvrière française et internationale. Soixante mille ouvriers juifs à Paris constituent une grande force. Les ouvriers étrangers en France représenteront avant tout un facteur très important dans le développement de ce pays, plus important même que les nègres en Amérique avec qui ils n'ont en commun que leur statut de parias.

Traditionnellement, les organisations purement françaises n'ont pas un caractère de masse. Dans une certaine mesure, elles reposent sur une "aristocratie" politique et syndicale de la classe ouvrière. L'écrasante majorité reste inorganisée et à distance des activités des organisations politique et syndicale. Il me semble que le rôle des ouvriers étrangers en France va secouer le grand conservatisme de ce pays. Puisque les ouvriers étrangers représentent dans leur grande majorité les couches inférieures du prolétariat du pays, ils sont ainsi proches, liés et partagent le sort des couches inférieures du prolétariat du pays qui reste cependant plus éloigné des organisations officielles. Les ouvriers étrangers ont un esprit différent, simplement parce qu'ils sont étrangers: d'un esprit d'émigrants, plus mobile, plus réceptif aux idées révolutionnaires. C'est pourquoi l'idéologie du communisme peut gagner le respect des ouvriers étrangers et en faire un instrument puissant de la pénétration de la classe ouvrière française tout entière.

Votre groupe, ainsi que les autres, doit avoir une appréciation claire de sa grande mission historique. Naturellement, pas dans l'esprit d'une quelconque fierté nationale messianique - il ne peut en être question - mais dans celui d'une grande obligation internationale. C'est sous cet angle, que j'ai posé la question du caractère de Klarkheit. Il ne servira pas, bien entendu, à séparer les ouvriers juifs du mouvement ouvrier des pays particuliers, comme ce fut autrefois le cas avec la presse du "Bund" juif, mais, au contraire, à les lancer dans la vie de cette classe ouvrière.

En ce qui concerne l'Opposition en général, elle doit trouver chez les ouvriers étrangers un domaine de travail qui est non seulement important mais aussi très opportun. La bureaucratisation du parti officiel, qui dévaste tout, doit d'abord frapper son secteur le plus faible, à savoir les ouvriers étrangers. Comme ces derniers, du fait de l'infériorité de leur position sociale sont plus enclins à être critiques, je crois qu'il est possible, à travers une action de grande envergure, consciente et réellement désintéressée de construire l'Opposition comme centre de la cristallisation de la majorité des ouvriers étrangers.

(10 mai 1930)

Cher Maître,

Mr. Franz Pfemfert m'a fait parvenir un compte rendu enthousiaste sur la façon dont vous avez fait votre affaire contre Schumann devant le tribunal de Dresde. J'ai également reçu la copie de votre magnifique lettre au tribunal, et vos propos m'ont à nouveau renforcé dans la conviction que Schumann est entièrement dans son tort. J'espère qu'à la fin du mois, les juges parviendront à cette même conviction et en donneront une expression formelle. Si le tribunal juge nécessaire de m'entendre, je suis évidemment disposé à me rendre à Dresde et à paraître aux débats. Mais je ne crois guère que les juges en useront de la sorte. L'assertion de la partie adverse selon laquelle j'aurais moi-même manigancé ce procès pour arracher de la sorte un visa d'entrée est fort bizarre, et les protestations contre ce "plan diabolique" sont doublement intéressantes dans la bouche du plaignant si l'on considère que M. Schumann m'a lui-même proposé de faire jouer ses relations avec des ministres (Kochweser, etc.) pour me permettre d'obtenir le visa d'entrée. Quoi qu'il en soit, je n'ai en aucun cas répondu favorablement à cette proposition.

Soyez assuré, cher maître, de ma reconnaissance sincère et cordiale pour la manière énergique et remarquable avec laquelle vous défendez mes droits d'auteur.

Le comportement de Frey

12 mai 1930

Chers camarades,

Vous avez déjà certainement reçu la lettre de la Kommunistische Partei Oesterreichs/Opposition en date du 3 mai 1930 et signée du camarade Frey. Je pense qu'il ne faut pas accorder trop d'importance à cette réponse car elle montre à l'évidence avec quelle légèreté le camarade Frey formule des accusations sans la moindre raison valable. Je n'aurais moi-même pas insisté là-dessus si cela se produisait pour la première fois. Malheureusement ce n'est pas le cas. Depuis que je suis en contact avec le camarade Frey, il a toujours eu cette tendance à considérer que l'Opposition russe et moi-même avions des protégés à Vienne et ailleurs. Je lui ai fait savoir il y a quelques mois, par plusieurs longues lettres très exhaustives, que toutes ses suppositions et ses soupçons, qui prennent hélas assez souvent la forme d'insinuations, étaient dépourvues de tout fondement. Mais mes explications pourtant parfaitement claires n'ont nullement empêché le camarade Frey de renouveler ses affirmations précédentes. Etant donné que, malgré ses rétractations formelles dans sa lettre du 3 mai, j'ai toutes raisons de craindre que le camarade Frey reprenne demain ses mêmes affirmations, et sachant de plus que de tels procédés risquent d'avoir un effet encore plus déplorable à l'échelle nationale qu'à l'échelon international, je me vois contraint d'élever là une protestation formelle et énergique dont je souhaite que, pour l'instant du moins, elle reste dans le cadre limité du Secrétariat International et de la direction de la KPOe/ Opposition.

En ce qui concerne les questions ayant trait au passé, on ne peut y apporter aucune réponse schématique et ayant valeur universelle. L'Opposition russe n'a jamais exigé des autres groupes qu'ils approuvent l'ensemble de son activité. Elle s'est toujours limitée, pour ce qui est des critères d'unification, aux questions politiques fondamentales tant du passé que de l'actualité. Il faut toujours s'efforcer de réduire au minimum le nombre de ces questions, c'est-à-dire qu'il ne faut s'attacher qu'aux problèmes tactiques les plus clairs et les plus fondamentaux.

Agir au grand jour

12 mai 1930

Chers camarades,

Je viens de recevoir votre lettre ainsi que le document du 7 mai signé de vous trois. Je n'ai nul besoin de vous dire que, pour ce qui est de la tendance générale de votre activité, je suis entièrement d'accord avec vous. Toutefois je ne peux comprendre et n'approuve d'aucune façon le caractère secret de votre accord. Votre tendance a pour but de préserver l'unité et la capacité de combat de l'Opposition. Qu'y a-t-il donc là qu'il faille cacher aux autres ? Vous ne pouvez que gagner à présenter publiquement devant toute la direction non seulement vos suggestions pratiques, mais également votre tendance de façon générale. Et lorsque les cercles les plus larges de l'Opposition auront été mis au courant, les meilleurs éléments c'est-à-dire l'immense majorité, seront prêts à vous soutenir dans votre action. Qu'y a-t-il donc là à cacher ? D'autre part, s'il venait aux oreilles de la direction ou des militants de l'Opposition que vous formez des groupements secrets au sein de l'Opposition, ce simple fait suffirait, bien que vous soyez animés des meilleures intentions, à semer la pire démoralisation, et le remède se révélerait alors pire que le mal. C'est pourquoi je ne peux que vous inciter, car c'est là mon intime conviction, à en finir dès que possible avec ce genre de cachotteries et à entreprendre votre nécessaire action de salut de façon énergique et au grand jour. Vous trouverez bien par vous-mêmes les voies et les moyens les mieux adaptés dans cette affaire. Je fais parvenir un double de cette lettre au Secrétariat International.

Problèmes de la révolution italienne

14 mai 1930

Chers camarades,

J'ai reçu votre lettre du 5 mai. Merci beaucoup pour cette étude du communisme italien en général et de ses diverses tendances en particulier. Elle a satisfait pour moi un besoin pressant et a été la bienvenue. Il serait regrettable que votre travail soit laissé sous la forme d'une simple lettre. Avec quelques changements et des allègements, cette lettre pourrait très bien trouver place dans les pages de La Lutte de Classes.

Je commencerai, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, par une conclusion politique générale: je considère notre collaboration à l'avenir comme parfaitement possible et même tout à fait souhaitable. Aucun de nous ne possède ni de peut posséder des formules politiques préfabriquées pouvant servir à toutes les éventualités de la vie. Mais je crois que la méthode au moyen de laquelle vous cherchez à déterminer les formules politiques nécessaires, est juste.

Vous me demandez mon opinion sur toute une série de problèmes graves. Mais avant d'essayer de répondre à quelques-uns d'entre eux, je formulerais une réserve très importante. Je n'ai jamais connu de près la vie politique italienne, car je n'ai passé en Italie que très peu de temps, je lis très mal l'italien et pendant le temps que j'ai passé dans l'Internationale Communiste, je n'ai pas eu l'occasion de creuser plus profondément en étudiant les affaires italiennes.

Vous devez d'ailleurs le savoir parfaitement, car comment expliquer autrement le fait que vous ayez entrepris de faire un travail aussi détaillé pour me mettre au courant des questions qui se posent ?

Il découle de ce qui précède que, dans de nombreux cas, mes réponses ne peuvent avoir qu'un caractère tout à fait hypothétique. En aucun cas je ne saurais considérer les réflexions qui suivent comme définitives. Il est tout à fait possible et même probable qu'en examinant telle ou telle question je perde de vue certaines circonstances concrètes très importantes de temps et de lieu. C'est pourquoi j'attendrai vos objections et des informations supplémentaires me corrigeant. Dans la mesure où notre méthode, comme je l'espère, est la même, c'est de cette façon que nous arriverons le mieux à la bonne solution.

-1- Vous me rappelez que j'ai autrefois critiqué le mot d'ordre d'"assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans", un mot d'ordre lancé auparavant par le parti communiste italien. Vous me dites que ce mot d'ordre était tout à fait épisodique et qu'actuellement il a été abandonné.

Je voudrais néanmoins vous dire pourquoi je le considère comme faux ou tout au moins ambigu en tant que mot d'ordre politique.

L'"Assemblée républicaine" représente tout à fait évidemment une institution de l'Etat bourgeois. Que sont cependant les "comités ouvriers et paysans" ? Il est clair que ce sont des organismes équivalents aux soviets d'ouvriers et de paysans. Et voilà ce qu'il faudrait dire car des organismes de classe des ouvriers et des paysans pauvres, que vous les appeliez soviets ou comités, constituent toujours des organisations de lutte contre l'Etat bourgeois, puis deviennent des organes d'insurrection pour se transformer finalement, après la victoire, en organes de la dictature prolétarienne. Comment, dans ces conditions, une Assemblée républicaine - organe suprême de l'Etat bourgeois - peut-elle avoir comme "base" des organes de l'Etat prolétarien ?

J'aimerais vous rappeler qu'en 1917, avant Octobre, Zinoviev et Kamenev, quand ils se sont prononcés contre l'insurrection, défendaient l'idée d'attendre la réunion de l'Assemblée constituante pour créer "un Etat combiné" par la fusion entre l'Assemblée constituante et les soviets d'ouvriers et de paysans. En 1919, on a vu Hilferding proposer d'inscrire les soviets dans la Constitution de Weimar. Comme Zinoviev et Kamenev, Hilferding appelait cela "Etat combiné". Type nouveau de petit-bourgeois, il cherchait, au moment même du tournant historique le plus abrupt, à "combiner" un troisième type d'Etat en mariant la dictature de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne sous le signe de la constitution.

Le mot d'ordre italien exposé plus haut me semble une variante de cette tendance petite-bourgeoise. A moins que je ne l'aie mal compris. Mais en ce cas, il a déjà l'incontestable défaut de prêter à de dangereux malentendus. J'en profite pour corriger ici une erreur réellement impardonnable commise en 1924 par les épigones: ils ont trouvé dans Lénine un passage disant qu'on pourra être conduits à marier l'assemblée constituante et les soviets. On pourrait de même trouver dans mes écrits un passage qui dise la même chose. Mais de quoi s'agissait-il exactement ? Nous posions la question d'une insurrection qui ferait passer le pouvoir au prolétariat sous la forme des soviets. A la question de savoir ce que, dans ce cas, nous pourrions faire de l'Assemblée constituante, nous répondions: "On verra; peut-être la combinera-t-on avec les soviets". Nous entendions par là le cas où l'Assemblée constituante, convoquée sous le régime soviétique, aurait une majorité soviétique. Comme ce n'était pas le cas, les soviets ont dispersé l'Assemblée constituante. En d'autres termes, la question était posée de savoir s'il était possible de transformer l'Assemblée constituante et les soviets en organes d'une seule et même classe et pas du tout de "combiner" une Assemblée constituante bourgeoise avec les soviets prolétariens. Dans un cas (avec Lénine) il s'agissait de la formation d'un Etat prolétarien. Dans l'autre (avec Zinoviev, Kamenev, Hilferding) il s'agissait d'une combinaison constitutionnelle de deux Etats de classes ennemies avec l'intention d'éviter une insurrection prolétarienne qui aurait pris le pouvoir.

-2- La question que nous venons d'examiner (l'Assemblée républicaine) est intimement liée à une autre que vous analysez dans votre lettre, à savoir le caractère social que revêtira la révolution antifasciste. Vous niez la possibilité d'une révolution bourgeoise en Italie. Vous avez tout à fait raison. L'histoire ne peut pas tourner à rebours un grand nombre de pages équivalant chacune à la moitié d'une décennie. Le comité central du parti communiste italien a déjà essayé une fois d'esquiver la question en assurant que la révolution ne serait ni bourgeoise, ni prolétarienne, mais "populaire". C'est une simple répétition de ce que disaient les populistes russes au début de ce siècle quand on leur demandait le caractère que revêtirait la révolution contre le tsarisme. Et c'est encore la même raison que l'Internationale Communiste donne aujourd'hui en ce qui concerne la Chine et l'Inde. C'est très simplement une variante pseudo-révolutionnaire de la théorie social-démocrate d'Otto Bauer et autres, selon laquelle l'Etat peut s'élever au-dessus des classes, c'est-à-dire n'être ni bourgeois ni prolétarien. C'est une théorie aussi pernicieuse pour le prolétariat que pour la révolution. En Chine elle a fait du prolétariat la chair à canon de la contre-révolution bourgeoise.

Toute grande révolution se révèle populaire en ce sens qu'elle entraîne dans son sillage le peuple entier. La Grande Révolution française et la Révolution d'Octobre ont été totalement populaires. Néanmoins la première était bourgeoise parce qu'elle a institué la propriété individuelle, alors que la seconde était prolétarienne parce qu'elle a aboli la propriété individuelle. Seuls quelques révolutionnaires petits-bourgeois attardés sans espoir peuvent encore rêver d'une révolution qui ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne mais "populaire" (c'est-à-dire petite-bourgeoise).

Maintenant, dans la période impérialiste, la petite-bourgeoisie est incapable non seulement de diriger une révolution mais même d'y jouer un rôle indépendant. C'est ainsi que la formule "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" ne constitue qu'un écran pour une conception petite-bourgeoise d'une révolution de transition et d'un Etat de transition, c'est-à-dire d'une révolution et d'un Etat qui ne peuvent prendre place ni en Italie ni même dans l'Inde arriérée. Un révolutionnaire qui n'a pas pris une position claire, catégorique sur la question de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie est voué à tomber d'erreur en erreur. Quant au problème de la révolution antifasciste, la question italienne, plus que tout autre, est intimement liée aux problèmes fondamentaux du communisme mondial, c'est-à-dire de ce qu'on appelle la théorie de la révolution permanente.

-3- A la suite de ce qui vient d'être dit se pose la question de la période "de transition" en Italie. Il faut d'abord l'établir très clairement: transition de quoi à quoi ? Une période de transition de la révolution bourgeoise (ou "populaire") à la révolution prolétarienne, c'est une chose. Une période de transition de la dictature fasciste à la dictature prolétarienne, c'est autre chose. Si on étudie la première conception, la question de la révolution bourgeoise est posée en premier et il s'agit de déterminer le rôle qu'y joue le prolétariat. Ce n'est qu'ensuite qu'on posera la question de la période de transition vers une révolution prolétarienne. Si on étudie la deuxième conception, la question est alors posée d'une série de batailles, de troubles, de changements de situations, de tourments constituant dans leur intégralité les différentes étapes de la révolution prolétarienne. Ces étapes peuvent être nombreuses. Mais en aucun cas elles ne comportent une révolution bourgeoise ou son mystérieux hybride, la révolution "populaire".

Cela signifie-t-il que l'Italie ne peut pas, pour un certain temps, redevenir un Etat parlementaire ou devenir une "république démocratique" ? Je considère, en parfait accord avec vous, je pense, qu'une telle éventualité n'est pas exclue. Mais alors ce ne serait pas le fruit d'une révolution bourgeoise, mais l'avortement d'une révolution prolétarienne insuffisamment mûre et prématurée. Dans l'éventualité d'une profonde crise révolutionnaire et de batailles de masses au cours desquelles le prolétariat n'aurait pas été en position de prendre le pouvoir, il est possible que la bourgeoisie restaure son règne sur des bases "démocratiques". Peut-on dire, par exemple, que l'actuelle république allemande est une conquête de la révolution bourgeoise ? Une telle affirmation serait absurde. Ce qui s'est produit en Allemagne en 1918-1919, c'était une révolution prolétarienne qui a été trompée, trahie et écrasée faute de direction. Mais la contre-révolution bourgeoise a cependant été obligée de s'adapter aux circonstances résultant de l'écrasement de la révolution prolétarienne et de prendre la forme d'une république parlementaire "démocratique". La même éventualité - ou presque la même - est-elle exclue pour l'Italie ? Non, elle ne l'est pas. L'intronisation du fascisme a résulté du fait que la révolution prolétarienne de 1920 n'a pas été menée jusqu'à sa réalisation. Seule une nouvelle révolution prolétarienne peut renverser le fascisme. S'il n'était pas cette fois non plus voué à la victoire (du fait de la faiblesse du parti communiste, des manœuvres et des trahisons des social-démocrates, des francs-maçons, des catholiques), l'Etat "de transition" que la contre-révolution bourgeoise serait alors obligée de dresser sur les ruines de la forme fasciste de sa domination ne pourrait être qu'un Etat parlementaire et démocratique.

Quel est l'objectif à long terme de la Concentration antifasciste ? Prévoyant la chute de l'Etat fasciste sous les coups d'un soulèvement du prolétariat et de toutes les masses opprimées en général, la Concentration se prépare à arrêter ce mouvement, à le paralyser, à faire échouer afin de faire passer la victoire de la contre-révolution renouée pour une prétendue victoire d'une révolution démocratique bourgeoise. Si l'on perd de vue un instant cette dialectique des forces sociales vivantes, on court le risque de s'empêtrer de façon inextricable et de quitter la route. Je crois qu'il ne peut pas y avoir entre nous le moindre malentendu sur ce point.

-4- Mais cela veut-il dire que nous, communistes, nous rejetons d'avance tous les mots d'ordre démocratiques, tous les mots d'ordre transitoires ou préparatoires, nous bornant strictement à la dictature prolétarienne ? Ce serait faire preuve d'un sectarisme doctrinaire stérile. Nous ne croyons pas un instant qu'un unique bond révolutionnaire suffise à franchir ce qui sépare le régime fasciste de la dictature prolétarienne. Nous ne nions en aucune façon qu'il y aura une période de transition avec ses revendications de transition, y compris des revendications démocratiques. Mais c'est précisément à l'aide de ces mots d'ordre de transition qui sont toujours le point de départ sur la route vers la dictature prolétarienne, que l'avant-garde communiste aura à gagner l'ensemble de la classe ouvrière et que cette dernière devra unir autour d'elle toutes les masses opprimées de la nation. Et je n'exclus même pas la possibilité d'une assemblée constituante qui, dans certaines circonstances, pourrait être imposée par le cours des événements ou, plus précisément, par le processus de réveil révolutionnaire des masses opprimées. Bien sûr, à une large échelle historique, c'est-à-dire de la perspective de nombreuses années, le destin de l'Italie est incontestablement réduit à l'alternative fascisme ou communisme. Mais prétendre que cette alternative a déjà pénétré la conscience des masses opprimées de la nation, c'est s'engager dans un vœu pieux et considérer comme résolue la tâche colossale qui se dresse encore devant le faible parti communiste. Si la crise révolutionnaire devait exploser par exemple au cours des prochains mois (sous l'influence d'un côté de la crise économique et de l'autre de l'influence révolutionnaire de l'Espagne), les masses des travailleurs, ouvriers comme paysans devraient certainement faire suivre leurs revendications économiques de mots d'ordre démocratiques (comme la liberté de réunion, de presse, d'organisation syndicale, la représentation démocratique au parlement et dans les municipalités). Cela veut-il dire que le parti communiste devrait rejeter ces revendications ? Au contraire. Il devrait leur donner le caractère le plus audacieux et le plus résolu possible. Car la dictature prolétarienne ne peut pas être imposée aux masses populaires. Elle ne peut être réalisée qu'à travers une bataille - une bataille véritable - pour toutes les revendications démocratiques, les exigences et les besoins des masses, et à la tête des masses.

Il faut rappeler ici que le bolchevisme n'est nullement arrivé au pouvoir sous le mot d'ordre abstrait de la dictature du prolétariat. Nous nous sommes battus beaucoup plus courageusement que tous les autres partis pour l'Assemblée constituante. Nous disions aux paysans : "Vous revendiquez la distribution égalitaire des terres ? Notre programme va plus loin. Mais personne que nous ne vous aidera à atteindre le droit à l'utilisation égale de la terre. Pour cela, vous devez aider les ouvriers". En ce qui concernait la guerre, nous disions aux masses populaires : "Notre tâche communiste est de faire la guerre à tous les oppresseurs. Mais vous n'êtes pas prêts à aller aussi loin. Vous essayez de vous échapper de la guerre impérialiste. Personne d'autre que les bolcheviks ne peut vous aider à le réaliser". Je ne traite pas la question de savoir ce que devraient être exactement les mots d'ordre centraux

de la période de transition en Italie, maintenant précisément, en 1930. Pour les ébaucher, pour effectuer à temps les modifications justes, il faut connaître bien mieux la vie interne de l'Italie et être en contact bien plus étroit avec ses masses laborieuses qu'il ne m'est possible de l'être. Car, en plus d'une méthode juste, il faut aussi savoir écouter les masses. Je veux simplement indiquer la place des revendications transitoires dans la lutte du communisme contre le fascisme et, en général, contre la société bourgeoise.

-5- Cependant, tout en avançant tel ou tel mot d'ordre démocratique, il nous faut lutter de façon inconciliable contre toutes les formes de charlatanisme démocratique. La "république démocratique des ouvriers", mot d'ordre de la social-démocratie italienne est un exemple de ce médiocre charlatanisme. Une république des ouvriers ne peut être qu'un Etat de classe prolétarien. La république démocratique n'est qu'une forme masquée de l'Etat bourgeois. La combinaison des deux n'est qu'une illusion petite-bourgeoise de la base (ouvriers et paysans) social-démocrate et un impudent mensonge des dirigeants social-démocrates (tous les Turati, Modigliani et consorts). Permettez-moi encore de remarquer au passage que j'étais et que je reste opposé au mot d'ordre de "l'assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans" précisément parce que cette formule est proche du mot d'ordre social-démocrate de "république démocratique des ouvriers" et par conséquent peut rendre extrêmement difficile la lutte contre la social-démocratie.

-6- L'assertion de la direction officielle selon laquelle la social-démocratie n'existe plus politiquement en Italie, n'est qu'une théorie consolante de bureaucrates optimistes qui veulent des solutions toutes prêtes aux grandes tâches qui sont devant eux. Le fascisme n'a pas liquidé la social-démocratie, mais, au contraire, il l'a préservée. Aux yeux des masses, la social-démocratie ne porte pas la responsabilité pour ce régime dont elle est en partie victime. Cela lui vaut des sympathies nouvelles et renforce les anciennes. Et un moment viendra où la social-démocratie frappera de la monnaie politique avec le sang de Matteotti exactement comme l'ancienne Rome l'a fait avec le sang du Christ. Il n'est donc pas exclu que, dans la période initiale de la crise révolutionnaire, la direction puisse être concentrée essentiellement entre les mains de la social-démocratie. Si des masses en grand nombre sont immédiatement entraînées dans le mouvement, si le parti communiste fait une politique correcte, il peut se faire qu'en peu de temps la social-démocratie soit réduite à zéro. Mais ce serait une tâche à accomplir, pas encore une tâche accomplie. Il est impossible de sauter par-dessus ce problème: il faut le résoudre.

Laissez-moi vous rappeler ici que Zinoviev, et plus tard les Manuisky et les Kuusinen ont annoncé à deux ou trois reprises que la social-démocratie allemande aussi n'existait pratiquement plus. En 1925, le Komintern, dans sa déclaration au parti français écrite de la main légère de Lozovsky déclarait que le parti socialiste avait définitivement quitté la scène. L'Opposition de gauche s'est toujours énergiquement prononcée contre ce jugement frivole. Seuls de parfaits idiots ou des traîtres souhaiteraient instiller à l'avant-garde prolétarienne en Italie l'idée que la social-démocratie italienne ne peut plus jouer le rôle qu'a joué la social-démocratie allemande dans la révolution de 1918.

On peut objecter que la social-démocratie ne peut pas parvenir de nouveau à trahir le prolétariat italien comme elle l'a fait en 1920. C'est s'illusionner et se tromper soi-même! Le prolétariat a été, trop souvent trompé au cours de son histoire, d'abord par le libéralisme, puis par la social-démocratie.

Qui plus est, nous ne devons pas oublier qu'il s'est écoulé dix années entières depuis 1920 et depuis l'avènement du fascisme, il y a huit ans. Les enfants qui avaient dix et douze ans en 1920-22 et qui ont été témoins des activités du fascisme, font aujourd'hui partie de la nouvelle génération d'ouvriers et de paysans qui combattront héroïquement contre le fascisme, mais qui manquent d'expérience politique. Les communistes n'entreront en contact avec le mouvement authentique des masses que pendant la révolution elle-même et, dans les conditions les plus favorables, il faudra des mois avant qu'ils puissent dénoncer et démolir la social-démocratie que le fascisme, je le répète, n'a pas liquidée mais qu'il a au contraire préservée.

Pour conclure, quelques mots sur une importante question de fait sur laquelle il ne peut dans notre milieu y avoir deux opinions différentes. Les oppositionnels de gauche devraient-ils ou peuvent-ils démissionner délibérément du parti? Il ne peut y avoir de problème à ce sujet. Sauf pour de rares exceptions, et c'étaient des erreurs, aucun d'entre nous n'a jamais fait cela. Mais je n'ai pas une idée claire de ce qu'on exige d'un camarade italien pour tenir tel ou tel poste à l'intérieur du parti dans les circonstances présentes. Je ne peux rien dire de concret là-dessus, sauf qu'aucun de nous ne peut permettre à un camarade de s'accommoder d'une position politique fausse ou équivoque devant le parti ou devant les masses pour éviter d'être exclu.

Les Tâches en France

(16 mai 1930)

Chers amis,

Des travaux urgents m'ont empêché de vous répondre plus tôt, c'est pourquoi je le fais aujourd'hui avec retard.

Il est évident que le travail de propagande et d'agitation de l'Opposition ne peut être couronné de succès que sur la base de l'activité politique. Là-dessus, il ne peut y avoir le moindre doute dans nos rangs et j'espère que les divergences dans ce domaine sont déjà surmontées. Mais je suis également opposé à la publication des articles de théorie et de discussion dans La Lutte des Classes. Nous participons à toutes les actions des travailleurs, mais notre tâche principale réside actuellement dans la formation de cadres communistes. Cela ne peut être mené à bien que si nous approfondissons notre agitation par des discussions et c'est pourquoi, outre les articles d'agitation et de combat politique, La Vérité doit également publier des travaux importants et de grande envergure qui ne soient accessibles qu'à une partie des lecteurs. Sans de tels articles, La Vérité perdrait sa physionomie de fraction et ne serait donc pas en mesure de rassembler et de faire mûrir les éléments d'avant-garde.

En tout cas, il serait souhaitable que La Vérité prenne un caractère plus combatif, plus agressif. Mais cela ne peut pleinement réussir que si nous sommes capables de rassembler autour de La Vérité des éléments jeunes. Je crains que cette tâche ne soit quelque peu négligée. Je crois qu'il faudrait peut-être rajouter dans les statuts et même dans les premiers articles, le point suivant: peut seul être membre de plein droit de la Ligue celui qui entretient des contacts avec trois jeunes travailleurs, qui a également avec eux des contacts privés, qui exerce sur eux une influence formatrice et les éduque dans le sens de l'idéologie communiste. Bien que l'Opposition combatte beaucoup, par ses articles et ses discours, contre le bureaucratisme, il lui arrive trop souvent de concevoir son propre travail de façon relativement bureaucratique. On fonde une revue et on en espère un effet autonome automatique. Non! Il faut en même temps accomplir une véritable œuvre de pionnier, descendre jusqu'aux couches les plus profondes du prolétariat, entrer en relations avec des éléments pas encore usés, en particulier les adolescents, garçons et filles. C'est le seul moyen pour gagner et éduquer des militants vraiment enthousiastes et dévoués.

Je pense également qu'il est possible d'élargir le champ d'influence de La Vérité, en préparant des numéros spéciaux. On pourrait par exemple consacrer tout un numéro ou au moins les quatre pages intérieures, disons, à cette usine automobile où nous avons un camarade, son nom m'échappe. Avec un seul camarade à l'intérieur, on pourrait retracer de façon relativement précise la vie à l'intérieur de l'usine et en donner dans le journal un aperçu intéressant. Un tel numéro pourrait être largement diffusé dans cette usine, ce qui permettrait peut-être de réaliser quelques abonnements. Puis l'on fait la même chose pour une autre usine, ou pour toute une province? Mais cela, la rédaction seule ne peut pas y parvenir. Cela nécessite l'initiative de certains camarades, individuellement ou en groupes.

Je suis entièrement d'accord avec la camarade Jeanne: tout en combattant avec la plus grande ardeur contre la direction officielle du parti et de la C.G.T.U. et nous devons garder un ton parfaitement cordial envers les militants et nous devons convaincre ces derniers, par nos paroles et nos actes, que notre but est de sauver le parti et non de le ruiner. C'est pourquoi il faut condamner avec la plus grande rigueur toutes les affirmations selon lesquelles le parti n'aurait pas d'avenir, serait voué à l'anéantissement et nous devrions préparer un nouveau parti, etc., etc. Ces allégations ne peuvent qu'éloigner de nous les meilleurs éléments du parti et ne feront pas venir à nous d'éléments nouveaux. Il est également très dangereux de tenir dans cette affaire des propos ambigus ou évasifs. Aux ouvriers communistes, il faut répéter sans cesse, infatigablement et avec énergie: nous ne sommes en dehors du parti qu'en raison du régime criminel qui y règne, mais nous nous considérons comme membres du parti et nous agissons dans l'intérêt bien compris du parti. Bien sûr, ce faisant, il ne faut faire aucune concession sur les principes, ne pas taire ni atténuer les divergences. C'est seulement ainsi que nous pourrions ouvrir des brèches dans la muraille bureaucratique.

Je voudrais encore évoquer une question. Les travailleurs étrangers joueront en France un rôle éminent. J'ai déjà eu l'occasion de correspondre à ce sujet avec différents camarades et notamment avec le camarade Senine. L'expérience montre que les travailleurs étrangers réagissent plus positivement à La Vérité que les Français. Cela s'explique par des considérations objectives. Nous devons aussi avoir utilisé ce fait, qui a par ailleurs ses côtés très négatifs, et, dans un premier temps, investir de gros efforts sur la ligne de plus faible résistance pour gagner à nous des couches nouvelles de travailleurs étrangers. Ceux-ci sont eux-mêmes en relation avec les couches les plus profondes du prolétariat français. De cette façon, nous pourrions souvent trouver accès aux travailleurs français avec l'aide des travailleurs étrangers et les gagner à nous. Je crois qu'on pourrait préparer avec le plus grand soin des numéros spéciaux de La Vérité destinés aux travailleurs étrangers.

Je suis entièrement d'accord avec vous en ce qui concerne la répression contre le parti officiel: Il nous faut exprimer avec plus d'énergie et, pour ainsi dire, de façon plus combative notre protestation contre le pouvoir et manifester avec plus de force notre solidarité à l'égard du parti. Tels sont en gros les éléments les plus importants qui me viennent à l'esprit. Ce sera toujours une joie pour moi de continuer à recevoir des lettres de vous deux.

Lunettes marxistes

16 mai 1930

Le retard de ma réponse s'explique non seulement par la lourdeur de ma correspondance et de mes autres travaux, mais aussi par le fait que, pendant un certain temps, je me suis demandé s'il serait bon, après la scission organisationnelle de commencer une polémique par des lettres privées. Aujourd'hui en Allemagne, il existe deux publications dans lesquelles on peut polémiquer de telle sorte que des tierces personnes, tout à fait nombreuses, puissent en apprendre quelque chose. Cependant, pour ne pas manquer une occasion d'éliminer des malentendus (s'il ne s'agit que de malentendus), j'essaierai de répondre aussi de façon personnelle à votre lettre.

Le principal argument de votre lettre - qui est aussi le principal argument d'Urbahns - consiste en l'affirmation qu'on "ne peut pas regarder les affaires allemandes avec des lunettes russes". Mais cet argument est la raison la plus importante de la scission, parce que c'est un argument national, ou, pour s'exprimer plus justement, nationaliste, qui n'a rien de commun avec un point de vue internationaliste.

J'ai été habitué à voir les affaires allemandes aussi bien que russes avec des lunettes marxistes et les chauvins nationaux n'ont jamais pu me dissuader de perdre cette habitude quand ils assuraient que nous, les marxistes intransigeants, nous voyions les affaires russes avec des lunettes allemandes (Marx étant allemand). Une tendance révolutionnaire ou plutôt pseudo-révolutionnaire qui est nationale - et pas internationale prouve par là qu'elle est non-marxiste et anti-marxiste. Le simple fait que le Leninbund n'ait pas de camarades d'idées dans le domaine international aujourd'hui le condamne déjà inexorablement d'un point de vue marxiste. En France, Urbahns a revendiqué Contre le Courant. Mais depuis, ce groupe s'est désintégré et a disparu. Urbahns a revendiqué une partie des camarades américains qui ont nettement rejeté ses avances. Cela prouve que les lunettes du Leninbund peuvent peut-être être allemandes, mais jamais marxistes.

Vous maintenez, chers camarades, que les conditions allemandes ne peuvent pas être évaluées de loin, de Constantinople. Je l'admets également et le me suis toujours exprimé avec la plus grande prudence sur les questions allemandes. Croyez-vous cependant qu'il soit plus facile de voir les affaires russes, françaises et chinoises, de Berlin ou de Wattenscheid ? Le point de départ de tout ce conflit a été la question du caractère de classe de l'Etat soviétique. Dois-je dénier à Urbahns et à vous le droit d'exprimer vos opinions sur cette question parce que vous vivez en Allemagne ? Non, je ne ferai pas cela. Je ne peux accepter votre point de vue, pas parce qu'il est allemand, parce qu'il est faux. Il y a en Russie des gens qui ont le même point de vue (Myasnikov) et, puisque l'Opposition de gauche ne peut faire aucun travail commun avec eux en Russie, comment pouvons-nous altérer notre ligne principielle pour le Leninbund en Allemagne ? Si vous regardez cette question de près, vous ne nous le demanderez pas.

L'erreur fondamentale d'Urbahns consiste en

- a) sa théorie de l'Etat en général (fondamentalement il est avec Otto Bauer contre Marx, Engels et Lenine);
- b) son évaluation de l'Etat soviétique;
- c) les leçons de la révolution chinoise;
- d) son rapport avec l'Internationale Communiste et le K.P.D.

Tout cela n'est pas des affaires intérieures allemandes sur lesquelles il serait difficile de se former un jugement concret à cette distance, mais englobe au contraire les questions les plus principielles et les plus fondamentales de la théorie communiste et de la politique communiste internationale.

Avec des lunettes marxistes

16 mai 1930

Le retard de ma réponse ne s'explique pas seulement par la lourdeur de ma correspondance et du reste de mon travail, mais aussi par le fait que pendant un certain temps je me suis demandé s'il convenait, après la scission organisationnelle, de commencer une polémique à travers des lettres privées. Il y a aujourd'hui en Allemagne deux publications dans lesquelles on peut mener la polémique de façon à ce que les tiers qui sont très nombreux en apprennent quelque chose. Cependant, pour ne pas perdre une occasion d'éliminer des malentendus (s'il n'y a que des malentendus), je vais essayer de répondre aussi en privé à votre lettre.

Le principal argument de votre lettre - qui est aussi le principal argument d'Urbahns - consiste dans l'affirmation qu' "on ne peut pas regarder les affaires allemandes avec des lunettes russes". Mais cet argument est la raison la plus importante de la scission, parce que c'est un argument national ou, plus justement, nationaliste, qui n'a rien de commun avec un point de vue internationaliste. J'ai l'habitude de voir les affaires allemandes comme les affaires russes avec des lunettes marxistes et les chauvins nationaux n'ont jamais pu me dissuader de cette habitude quand ils prétendaient que nous, les marxistes intransigeants, voyions les affaires russes avec des lunettes allemandes (puisque Marx était allemand). Une tendance révolutionnaire ou plutôt pseudo-révolutionnaire qui est nationale et pas internationale démontre par là qu'elle est non-marxiste et anti-marxiste. Le seul fait que le Leninbund n'ait pas de camarades d'idées dans le domaine international aujourd'hui le condamne déjà inexorablement d'un point de vue marxiste. En France, Urbahns revendiquait Contre le Courant. Mais ce groupe s'est désintégré et a disparu. Urbahns a revendiqué une partie des camarades américains qui ont nettement rejeté ses avances. Cela prouve que les lunettes du Leninbund peuvent bien être allemandes, mais jamais marxistes.

Vous soutenez, chers camarades qu'on ne peut juger des conditions allemandes de loin, à Constantinople. Je l'admets également et je me suis toujours exprimé sur les questions intérieures allemandes avec la plus grande prudence. Croyez-vous pourtant qu'il soit plus facile de voir les affaires russes, françaises et chinoises de Berlin ou de Wattenscheid ? Le point de départ de tout ce conflit a été la question du caractère de classe de l'Union soviétique. Dois-je dénier à Urbahns et à vous le droit d'exprimer une opinion sur cette question parce que vous vivez en Allemagne ? Non, je ne le ferai pas ! Je ne puis accepter votre point de vue, non pas parce qu'il est allemand, mais parce qu'il est faux. Nous avons en Russie des éléments qui ont le même point de vue (Myasnikov) et à partir du moment où l'Opposition de gauche ne peut mener aucun travail en commun avec ces éléments en Russie, comment pouvons-nous altérer notre ligne principale pour l'amour du Leninbund en Allemagne ? Quand vous examinerez cette question de plus près, vous ne nous demanderez pas cela. L'erreur fondamentale d'Urbahns consiste dans :

- a) sa théorie de l'Etat en général (fondamentalement il est avec Otto Bauer contre Marx, Engels et Lenine),
- b) son estimation de l'Etat soviétique,
- c) Les leçons de la révolution chinoise,
- d) son rapport avec le Komintern et le parti communiste allemand.

Ce ne sont pas là des affaires intérieures allemandes sur lesquelles il serait difficile de formuler un jugement concret à cette distance, mais elles comprennent au contraire les questions les plus principales et fondamentales de la théorie communiste et de la politique communiste internationale.

Vous écrivez en outre que le camarade Grylewicz n'est pas assez indépendant. Je ne peux m'engager sur ce terrain et caractériser de manière juste ou fautive certains camarades pris individuellement. Il faut s'orienter d'après la tendance générale des principes et non d'après les différents camarades. Dans tout parti, toute fraction, tout groupe, il y a des caractères individuels différents, ce qui ne change rien au contenu principal. Cela ne signifie aucunement que j'accepte le jugement que vous portez sur le camarade Grylewicz.

Quelques mots pour finir à propos de l'attitude du Leninbund envers l'Opposition russe. J'aurais préféré ne pas aborder du tout cette question si votre lettre ne m'y avait pas contraint. La direction du Leninbund a fait montre à l'endroit de l'Opposition russe d'une attitude que je dois caractériser comme criminelle. On a créé un prétendu fonds d'aide à Trotsky, organisé à l'échelle internationale des collectes au profit de l'Opposition russe, et l'argent collecté auprès des travailleurs pour les emprisonnés et les exilés a été utilisé par la direction du Leninbund pour ses propres buts organisationnels, nous enlevant ainsi la possibilité d'organiser de nouvelles collectes. Du point de vue révolutionnaire, je ne connais rien de plus grave et de plus pernicieux que d'abuser de la confiance des travailleurs, en particulier dans les questions où l'on fait appel à leur sentiment de solidarité. Que le Leninbund ait mené à cette occasion une agitation au profit de l'Opposition russe, que cette activité ait été bonne ou mauvaise, cela ne change absolument rien à l'affaire. Voilà, chers camarades, à peu près tout ce que je voulais apporter comme réponse à votre lettre.

L'Education zinoviéviste

17 mai 1930

Cher camarade,

Je demeure fort inquiet, non de la scission elle-même, mais de la tactique que se fixe la direction restée en place pour maintenir l'unité et la capacité d'action de l'Opposition. Je vous ai déjà écrit le plus important à ce sujet. Il y a un aspect que je n'ai pas suffisamment souligné: que trois camarades s'unissent secrètement pour lutter pour l'unité, je trouve cela, je veux dire le secret, tout à fait superflu, mais cela, en soi, ne serait pas encore très dangereux. Ce qui me paraît bien plus préjudiciable, c'est que ces trois camarades se partagent entre eux les postes les plus importants. Cela ressemble fort à un complot contre l'Opposition, même si c'est dans l'intérêt bien compris de celle-ci. Je vous dis tout à fait franchement mon opinion. Qu'une telle chose soit possible ne peut s'expliquer que par une éducation spécifique reçue dans le passé, et cette éducation, qui provient de la période zinoviéviste de l'Internationale, me semble s'être également emparée de maints jeunes camarades de l'Opposition. C'est peut-être l'une des raisons les plus importantes pour lesquelles nous patageons dans ce sectarisme étroit de groupuscules au lieu d'aller de l'avant. Il nous faut faire naître un esprit nouveau, plus vaste et plus généreux, sinon l'Opposition mourra du même cancer qui ronge le Komintern officiel et encore ce mal trouve-t-il là-bas pour se nourrir un organisme autrement plus puissant!

Si ces pensées-et ces craintes me reviennent sans cesse, c'est aussi en raison d'un autre fait, moins important, dont j'ai eu connaissance. Roman Well est un bon camarade, animé d'un grand dévouement à la cause. Il dirige le groupe de Leipzig qui, pour autant que je puisse en juger, est l'un des plus combatifs et des plus énergiques. Roman Well est lié au groupe des démissionnaires et, en s'éloignant de Well, on court le risque de perdre non seulement un bon camarade, mais tout le groupe de Leipzig. Cela devrait vous amener, vous et les autres camarades de la direction, à accorder plus d'égards au camarade Well, y compris au plan personnel. Il est venu à Paris. Il se trouve qu'il était alors de l'intérêt de l'Opposition internationale qu'un camarade allemand collabore au secrétariat parisien, comme représentant temporaire de l'Opposition allemande. Cela ne pouvait qu'être profitable et ne prétendait régler la question de la représentation définitive. Pour ma part, en tout cas, il ne faisait aucun doute que Well accomplirait cette tâche à Paris dans l'intérêt de l'Opposition allemande et internationale. Mais Well m'apprend que tel n'est nullement le cas, et lorsqu'il vous a demandé ce qu'il devait transmettre à Paris, c'est vous-même, camarade Landau, qui lui avez répondu "Il n'y a rien de spécial à signaler".

Croyez-vous vraiment, cher camarade, qu'en traitant ainsi les camarades les plus proches, il soit possible de créer une organisation soudée, dotée de cadres solide ? Non, en agissant ainsi, on ne peut que tout détruire. Je vous écris à titre purement personnel, animé par le seul sentiment de vouloir vous aider à agir avec succès au sein de l'Opposition allemande et internationale.

Vous savez que les plaintes contre vous étaient nombreuses, mais elles me semblaient bien vagues et politiquement sans objet. Mais, dans ce cas, je me suis moi-même convaincu de deux faits hautement caractéristiques et je considérais de mon devoir de m'en ouvrir à vous en toute franchise. J'espère que vous ne le prendrez pas en mal.

18 mai 1930

Cher maître,

Il n'est certes pas dans mes intentions de prendre à nouveau sur votre temps, mais il me semble y avoir quelque intérêt pratique, à la suite de votre gentille lettre du 14 mai de cette année, à vous soumettre une remarque, au risque naturel de ne rien vous apporter de nouveau: à travers des objections formulées par son représentant juridique à l'encontre de mon éventuelle admission en Allemagne comme témoin dans cette affaire, la maison d'édition en question se place dans une situation curieuse et contradictoire face à l'opinion publique allemande. En effet, que dit le représentant de l'éditeur "Ne permettez pas à cet homme de passer nos frontières, car sa présence pourrait s'avérer fort dommageable". Mais cet homme ne peut être source de dommages qu'à travers ses idées. Or cet éditeur se propose en même temps de propager dans ce pays, sous forme de livres, les idées de ce même auteur, dont la présence dans le pays serait, selon lui, si dangereuse. Plus encore, si l'éditeur poursuit l'auteur, c'est précisément en raison du fait que l'auteur refuse à l'éditeur le droit de publier et de diffuser, avec force profits financiers, ces idées si dangereuses pour le public. L'éditeur est bien tenu de propager les ouvrages qu'il publie. Sous quelle forme les éditions Reissner s'acquitteraient-elles de cette tâche ? Vont-elles recommander la diffusion d'ouvrages qu'elles jugent nuisibles et dangereux ? Et si l'éditeur refuse cette recommandation, il rompt ses obligations envers l'auteur. Ces contradictions me semblent suffisantes pour remettre en cause les bases du contrat.

Je me permets de vous faire remarquer que le représentant de l'éditeur a posé de façon rhétorique aux juges du tribunal berlinois la question suivante: "Se trouvera-t-il quelqu'un pour nous acheter maintenant, après la parution de l'autobiographie, le livre de Trotsky, Lenine et les épigones ?". C'est-à-dire précisément ce même livre dont l'éditeur veut obtenir du tribunal le droit de le publier. C'est la même contradiction qui nous est ici dévoilée dans sa forme purement commerciale, dénuée de tout habillage. Le représentant de l'éditeur commence, dès le déroulement même du procès, à discréditer des ouvrages dont il veut à toute force obtenir le droit de les diffuser.

Encore un détail intéressant allant dans le même sens. Dans sa lettre au tribunal de Berlin, l'éditeur, en contradiction avec ce qu'il a signé auparavant, qualifie le gouvernement de Moscou de "véritable héritier moral et politique de Lenine". Et en même temps, il veut publier le livre Lenine et les épigones, dont le seul mot d'"épigones" figurant dans le titre vise à démontrer que l'héritier spirituel et moral n'est pas celui que l'éditeur désigne ou publie. Dans ce cas, nous voyons à nouveau l'éditeur se situer sur le terrain politique et moral de ceux-là même contre lesquels l'auteur a écrit le livre. Dans quel sens peut-il alors faire de la publicité pour cet ouvrage dont il contredit à l'avance catégoriquement les idées-forces ?

Ces contradictions criantes ne peuvent être expliquées et dans une certaine mesure dépassées que si l'on admet la chose suivante: c'est précisément pour ne pas les diffuser que l'éditeur veut se voir attribuer ces ouvrages, et ses armes matérielles et morales lui viennent de ses nouvelles relations avec la fraction politique contre laquelle l'auteur a dressé ses ouvrages, la "fraction stalinienne". Or, si l'on admet cette hypothèse qui est à mes yeux une certitude inébranlable, on ne peut qu'en déduire que le contrat ne repose plus dès lors sur aucune base, puisque l'éditeur se trouve en situation de complot direct contre l'auteur, dans le but de lui nuire moralement et matériellement par tous les moyens possibles.

Cher maître, c'est là à peu près tout ce que je voulais vous communiquer. Si vous jugez nécessaire d'obtenir des informations complémentaires de ma part, n'hésitez pas à m'interroger à ce sujet par écrit.

Reprenez votre démission !

21 mai 1930

Cher Camarade Grylewicz,

Dans votre lettre du 17 mai, vous faites référence aux circulaires du camarade Landau (qui me sont inconnues) et vous partez de l'hypothèse totalement fausse selon laquelle mon appréciation de la situation à Berlin serait influencée par ces circulaires du camarade Landau - dont j'ai déjà dit qu'elles m'étaient totalement inconnues - ainsi que par le rapport des camarades Naville et Shachtman. Bien sur, la lettre de ces deux camarades a été pour moi très importante, mais seulement dans la mesure où elle venait confirmer les impressions qui avaient été les miennes au fil des mois. Je veux vous parler très franchement, camarade Grylewicz. Si quelque chose témoigne contre votre attitude, et plus particulièrement contre celle du camarade Neumann - sans même parler de Joko -, ce ne sont pas les circulaires du camarade Landau mais bien vos propres lettres. Durant ces derniers mois, je n'ai reçu du camarade Neumann qu'une seule lettre plus ou moins politique - et c'était bien la première. Cette lettre avait suscité de ma part un grand intérêt et de la sympathie pour le camarade Neumann, que je considérais comme un camarade dont on peut attendre des initiatives politiques et du dynamisme. Hélas, je n'ai depuis lors reçu du camarade Neumann que des plaintes contre les particularités psychiques du camarade Landau. Et je constate à mon très grand regret que vous aussi, camarade Grylewicz, vous prenez ce même chemin. En politique, on ne juge pas un individu par l'analyse spectrale de ses particularités psychiques, mais à travers ses activités politiques, ses faits et gestes, ses discours, ses écrits, ses lettres etc. et ce sont des activités de ce genre qui ont emporté la conviction des camarades français en faveur du camarade Landau: Il écrit des articles pour La Vérité et La Lutte de Classes, s'occupe de problèmes politiques, et il peut bien, ce faisant, avoir commis des erreurs. Il reste qu'il a fait preuve d'intérêt politique et d'une volonté de combattre que l'on ne peut feindre, cher camarade. Si, comme vous l'estimez, il avait au contraire tenté d'influencer les camarades étrangers par des lettres diffamatoires, cela aurait amené un résultat inverse, en tout cas en ce qui me concerne.

Ce sont surtout les accusations sans cesse formulées par Neumann d'"ambition personnelle maladive" qui me fait l'impression la plus lamentable. Les camarades de Wedding sont d'aussi bons militants que ceux qui ont scissionné du Leninbund. En tout cas, je ne vois absolument aucune raison de les considérer comme des camarades de second ordre. Or ces camarades sont prêts à collaborer avec le camarade Landau et certains camarades de votre groupe le sont aussi. Je suis donc bien obligé d'en conclure que les aspects personnels se situent chez vous.

Vous avez démissionné de la direction sans la moindre justification politique. C'est en soi déjà inouï; si vous pouvez faire dépendre votre sort de l'ambition "maladive" d'un tiers, ce n'est pas ce tiers, mais bien vous-même que vous mettez de la sorte en mauvaise posture. Si le camarade Landau ne possède rien d'autre en lui qu'une ambition maladive, alors vous auriez dû tranquillement rester à la direction pour "ouvrir les yeux" aux autres, sur la base des faits. Au lieu de cela, vous avez pris la fuite. La raison ? Toujours psychologique: "pour me libérer du contact étroit avec Landau". Cela parle absolument contre vous. Pas un seul argument politique! Avant la fusion, vous avez présenté la question syndicale comme un obstacle insurmontable. Sur la question syndicale, les camarades de Wedding ont ouvertement et de façon sincère, fait un pas important. Vous devriez vous en réjouir! Mais vous me donnez l'impression que c'est justement ce pas qui vous gêne et vous occasionne des difficultés. Ce n'est qu'en réponse à ma demande d'explications sur les raisons d'un acte aussi lourd de conséquences que la scission de l'organisation que vous déclarez maintenant vouloir "faire éclater, les indéniables divergences politiques existantes". Scissionner d'abord une organisation - et dans les conditions actuelles, votre démarche n'est rien d'autre qu'une tentative de scission - et ensuite seulement faire éclater les divergences, cela parle absolument en votre défaveur. En France, Paz a fait à peu près la même chose. Il s'est d'abord mis lui-même sur la touche, en accusant les autres d'"ambition", etc. et c'est alors qu'il a commencé à faire éclater "les indéniables divergences politiques existantes". Ce comportement sans principes l'a mené dans une impasse, il s'est emmêlé dans ses propres contradictions pour subir finalement un inévitable fiasco. Cher camarade Grylewicz, si voulez persister dans la voie dans laquelle vous vous êtes engagé, je crains fort que vous ne subissiez le même sort.

Cette lettre est d'ordre strictement personnel. Je n'en envoie même pas copie au secrétariat international. L'affaire se développera dans le cadre officiel. Mais je vous donne ce conseil sincère et amical, à vous personnellement, camarade Grylewicz: jetez aux ordures tout ce bric-à-brac psychanalytique et faites face à la situation de façon prolétarienne et révolutionnaire, c'est-à-dire en réintégrant la direction, en restant à votre poste, et en accomplissant votre devoir et, si Landau fait des bêtises, en le combattant objectivement et vigoureusement, c'est-à-dire de façon prolétarienne et révolutionnaire, devant tous les autres et sur la base des faits et expériences. Il n'y a pas d'autre voie. C'est la seule!

Rapport à destination de l'U.R.S.S.

(23 mai 1930)

Chers amis,

Il ne vous a certainement pas échappé que la Pravda, le Bolchevik et tout le reste de la presse officielle a maintenant repris de toutes ses forces la campagne contre le "trotskysme". (quoique les raisons de coulisses pour ce tournant ne nous soient malheureusement pas connues, le fait même que la discussion ait été reprise après avoir été virtuellement suspendue pendant pas mal de temps est pour nous une grande victoire).

Il y a une demi-année, Molotov a spécialement recommandé aux communistes français de s'abstenir de polémique contre le "trotskysme" dans la mesure où, en fait, il avait été anéanti. A peu près à cette époque, j'écrivais aux camarades français que notre victoire serait à moitié assurée au moment où nous obligerions l'appareil officiel à commencer à polémique contre nous car ici notre supériorité dans le domaine des idées, établie depuis longtemps, se ferait inévitablement sentir avec toute sa force. Et nous commençons à récolter les fruits du travail théorique et politique de l'Opposition au cours des dernières sept années. Cela vaut avant tout bien sûr pour les pays occidentaux où nous avons nos propres publications et pouvons rendre coup pour coup. En U.R.S.S., l'appareil peut, du fait du caractère unilatéral de la polémique, reporter l'issue finale de la lutte idéologique. Mais il ne peut que la reporter. Le passé a vu tant de confusions, de mensonges, de contradictions, de zigzags et d'erreurs que les conclusions générales les plus simples tombent maintenant d'elles-mêmes dans les couches larges du parti et de la classe ouvrière. Et puisque ces conclusions élémentaires sur la direction actuelle coïncident pour l'essentiel avec les idées que l'Opposition a lancées, l'appareil est obligé de recommencer à "travailler de nouveau sur le trotskysme", afin d'empêcher un lien entre la critique et le mécontentement dans le parti et les mots d'ordre de l'Opposition. Mais il ne peut y avoir de doute que le fait de servir réchauffé le même plat ancien n'apportera pas le salut. Dans des articles récents, par exemple ceux de cette pauvre âme sans espoir Pokrovsky, l'appel tardif à travailler sur le trotskysme a de toute évidence un ton de panique. L'importance de ces symptômes ne peut pas être surestimée. Bien des choses se manifestent dans le parti et avancent dans notre direction.

En Occident nous avons des succès réels surtout en France et en Italie. La presse officielle du P.C.F. a totalement rejeté le conseil de Molotov auquel il est fait référence plus haut - conseil que Molotov lui-même a réussi à répudier. Au lieu de nous attaquer avec des fabrications désespérément absurdes dans le style de "l'officier de Wrangel", la presse communiste française essaie de polémiquer sur les questions de principe. Mais c'est exactement ce que nous voulons! L'Opposition française prend de plus en plus part effectivement aux activités du P.C., les enregistrant et les critiquant, brisant ainsi graduellement le mur entre elle et le parti. L'Opposition a trouvé un soutien dans le mouvement syndical où nos camarades d'idées ont publié leur propre plateforme et établi leur propre centre, continuant la lutte bien entendu pour une confédération unie du travail.

Dans le parti italien, de sérieux mouvements ont eu lieu récemment. Vous connaissez l'exclusion du parti, sous l'accusation de solidarité avec Trotsky, du camarade Bordiga, qui est revenu récemment d'exil. Les camarades italiens nous ont écrit que Bordiga, ayant pris connaissance de vos dernières publications, a fait en réalité, semble-t-il, une déclaration d'accord avec nos idées. En même temps, une scission qui avait été longtemps en préparation s'est produite dans le parti officiel. Plusieurs membres du comité central qui avaient occupé des places de haute responsabilité dans le travail du parti ont refusé d'accepter la théorie et la pratique de la "troisième période". On les a déclarés "déviacionnistes de droite", mais ils n'ont en fait rien de commun avec Tasca, Brandler et compagnie. Leur désaccord avec la "troisième période" les a obligé à réexaminer toutes les discussions et divergences des dernières années et ils ont déclaré leur pleine solidarité avec l'Opposition de gauche internationale. C'est là un élargissement de nos rangs d'une exceptionnelle valeur.

Dans une de mes dernières lettres, je soulignais que l'année écoulée était une année de grand travail préparatoire pour l'Opposition (la gauche internationale et que nous pouvons nous attendre maintenant à des résultats politiques de ce travail que nous avons fait. Les faits que j'ai cités, concernant deux pays, attestent que ces résultats ont déjà commencé à prendre une forme tangible. Ce n'est pas par hasard, après tout, que la presse de l'Internationale Communiste se sent obligée, dans le sillage du parti communiste soviétique, de s'engager dans la voie de polémique ouverte "de principes" contre nous, qui, naturellement, n'œuvrera qu'en notre faveur.

Le XVI^e congrès ne reflètera pas ces changements évidents, indiscutables dans le parti soviétique et l'Internationale Communiste, changements qui promettent beaucoup mais qui ne sont pourtant qu'un commencement. Il sera un congrès de la bureaucratie stalinienne, comme auparavant. Mais une bureaucratie effrayée, troublée, qui réfléchit. Organisationnellement, Staline conservera ses positions au congrès, selon toute vraisemblance. Mieux, ce congrès va certainement dresser le bilan de toute la série des victoires de Staline sur ses opposants et de sanctifier le système du "gouvernement d'un seul". Mais en dépit de tout cela - ou plus précisément à cause de tout cela, on peut dire sans la moindre hésitation: le XVI^e congrès sera le dernier congrès de la bureaucratie stalinienne. Exactement comme le XV^e congrès, qui a scellé la victoire sur l'Opposition de gauche, a accéléré la désintégration du bloc droite-centre, de même aussi le XVI^e congrès, qui couronnera probablement la défaite des droitiers, hâtera la désintégration du centrisme bureaucratique. Cette désintégration ira d'autant plus vite qu'elle a été plus longtemps retenue par les gens de cet appareil brutal et déloyal. Non seulement tout cela ouvre de nouvelles possibilités pour l'Opposition de gauche, mais lui impose aussi de grandes obligations. La route vers le parti passe par le processus de revitalisation du parti lui-même, et c'est seulement à travers cela et par conséquent le renforcement du travail théorique et politique tenace de l'Opposition dans le parti et la classe ouvrière. Tout le reste découle de sa propre décision.

(24 mai 1930)

Chère camarade Lu Mårten,

Je n'ai hélas pas pu répondre immédiatement à votre lettre pour des raisons qui ne méritent pas d'être mentionnées. Je possédais votre livre à Moscou et je me proposais de l'étudier attentivement dès que j'aurais à nouveau l'occasion de m'occuper de près des problèmes de l'art. Mais je l'ai reçu après avoir terminé mon livre Littérature et Révolution. Puis sont arrivés les temps les plus troublés et j'ai dû me consacrer à des problèmes tout autres, fort éloignés de l'esthétique et touchant à des questions hautement anti-esthétiques. J'ai emmené votre livre à Alma-Ata dans l'espoir, ou si l'on veut dans la crainte de devoir rester coupé pour un certain temps de toute activité politique et d'avoir ainsi le loisir d'aborder les questions qu'on appelle "éternelles".

Mais cela ne s'est pas confirmé. Une correspondance très active s'est établie entre moi-même et mes amis restés au pays ou en exil. Je raconte d'ailleurs tout cela dans mon autobiographie. J'étais occupé en permanence par des questions d'actualité, de sorte que je n'ai de nouveau pas trouvé le temps d'étudier votre livre. J'ai été contraint de le laisser sur place de même que l'ensemble de ma bibliothèque d'Alma-Ata, au reste pas très volumineuse. Mais je n'ai pas pour autant abandonné l'intention de lire votre livre ni l'espoir d'être en mesure de le faire. J'en aurai l'occasion, et ce sera avec joie, quand je travaillerai à la nouvelle édition de mon livre sur la littérature, et, j'en ai bien l'intention. Malgré mon parfait dilettantisme dans ce domaine, la question des formes artistiques m'a paru être l'une des plus intéressantes du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire. Plekhanov s'est intéressé assez longtemps à cette question. Mais je ne sais pas si ses travaux à ce sujet ont été édités dans une langue qui vous soit accessible. Il a travaillé sur des matériaux nombreux et intéressants, mais sa synthèse demeure assez tâtonnante, inachevée et abstraite. En tout état de cause, il s'est consacré surtout à la nature primitive.

La préface de Thalheimer que vous évoquez ne m'est pas connue. Mais si ce que cet auteur produit dans le domaine de la théorie de l'art est du même ordre que dans celui de la théorie politique, je ne crois pas avoir à regretter de ne pas avoir lu cet ouvrage.

Réponse au c. K.

(25 mai 1930)

Cher ami,

J'ai reçu votre lettre du 2 mai. Nous n'avons aucune divergences sur le fond. Cela est pleinement clarifié, je l'espère, dans le Biulleten, en particulier dans le numéro II. Bien entendu, nous maintenons la politique du rythme maximal d'industrialisation et de collectivisation. Mais la réalisation du rythme le plus élevé, que nous atteindrons seulement dans des conditions d'isolement, suppose à chaque moment un rythme non pas statistiquement maximal, mais économiquement optimal; un rythme rationnel, garanti au mieux économiquement, que seul le rythme de demain est capable d'assurer.

Sur un plan évidemment tactique et non stratégique, cela signifie à l'étape actuelle: "Arrière! ne te caches pas!". Et je crois indispensable de crier ces simples mots à pleine voix, sans douter pourtant un instant que les bureaucrates à œillères, qui demain ne se contenteront pas de reculer mais reflueront à toute allure au-delà des limites desquelles ils étaient partis, aujourd'hui nous convaincront ... de déviation droitière. Ce sera de la littérature pitoyable. Mais le fait que l'Opposition de Gauche, qui a pendant des années réclamé l'accélération de l'industrialisation et de la collectivisation, ait su à temps crier aux aventuriers, aux profiteurs et aux infortunés de la bureaucratie: "Arrière!", ce fait entrera dans les consciences.

"Ralentir la collectivisation" signifie évidemment réfréner la collectivité et nullement réduire la construction réelle des kolkhozes. Mais le rythme de la collectivisation doit avoir une fondement économique. La bonne volonté dans la collectivisation n'exclut en rien la pression économique, qui se distingue de la pression administrative par les bénéfices réels qu'elle apporte au lieu de menaces policières. Dans un système de collectivisation correctement élaboré, l'action des idées se combine à la pression de l'économie. Mais comme cette dernière opère en grandeur réelle, elle doit être sévèrement évaluée et introduite dans un système qui permette un essor régulier de la collectivisation, avec un affaiblissement et non un renforcement, du facteur administratif.

Inutile de dire que le pouvoir révolutionnaire doit se débarrasser des koulaks qui poussent à la révolte et qu'il le fera. Mais en les menaçant de dékoulakisation après leur avoir hier encore caressé la tête ("enrichissez-vous, développez-vous"), on pousse ainsi de façon administrative vers la révolte. Il fallait donc soulever contre cette dékoulakisation le même cri de mise en garde: "Arrière!".

En ce qui concerne la réduction des dépenses, notre plate-forme reste bien sûr entièrement valable. On se souvient que dans un manifeste de 1927, Staline avait promis avec Rykov et Kuibyshev, de réduire les dépenses bureaucratiques de 300 à 400 millions de roubles. Dans les faits, ils n'ont rien réduit. On n'a vu encore nulle part la bureaucratie se réduire elle-même.

Mais les revendications générales de notre plate-forme ne nous dispensent pas de la nécessité de revoir de façon décisive les plans industriels ultérieurs menés depuis un an et demi à deux ans. Car aujourd'hui les programmes enflent au gré de l'inspiration du secrétariat général, régional, départemental. Comment sont-ils couverts économiquement? D'abord par un abaissement de la qualité de la production. Ensuite par l'inflation. L'un et l'autre frappent les ouvriers, frappent les paysans pauvres et préparent un blocage violent de l'industrialisation. Voilà pourquoi là aussi il faut crier: "arrière".

Les profiteurs du rythme maximal aujourd'hui demain, lorsque les processus économiques viendront, secrètent pour eux, leur frapper le front encore plus fort, ils décriront au-dessus de nos têtes un arc de cercle qui les ramènera sur la vieille voie oustrialoviste; je n'ai pas la moindre divergence avec vous là-dessus. D'ailleurs vous avez vous-même très justement déchiffré notre solidarité entre les lignes de l'article d'un des professeurs staliniens jaune-rouges (il paraît qu'on les appelle professeurs à cause de leur métier peu enviable).

Je vous embrasse fort et vous souhaite bonne santé.

Les tâches des communistes en Espagne²

(Lettre à Contra la Corriente, 25 mai 1930)

Je salue la parution du premier numéro de votre journal. L'Opposition communiste d'Espagne entre dans l'arène à un moment aussi propice que décisif. La crise que traverse l'Espagne se développe actuellement avec une régularité remarquable, qui laisse à l'avant-garde prolétarienne quelque temps pour se préparer. Mais il est douteux que ce temps soit bien long.

La dictature de Primo de Rivera est tombée toute seule sans révolution³. En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature, qui, ne se justifiait plus, aux yeux des classes bourgeoises, par la nécessité d'écraser immédiatement les masses prolétariennes représentait en même temps un obstacle aux yeux de bourgeoisie dans les domaines économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté.

La bourgeoisie et la dictature.

Après quoi, les classes différentes, en la personne de leurs groupements politiques, se sont vues forcées quand même de prendre une position nette face aux masses populaires. Et nous observons alors ce phénomène paradoxal : les mêmes partis bourgeois qui, en raison de leur conservatisme, avaient renoncé à toute lutte quelque peu sérieuse contre la dictature militaire, rejettent aujourd'hui la responsabilité de cette dictature sur la monarchie et se déclarent républicains. On devrait croire que la dictature s'est tout le temps trouvée suspendue par un fil au balcon du Palais royal, qu'elle ne s'appuyait pas sur le soutien, mi-actif, mi-passif, des couches les plus solides de la bourgeoisie, lesquelles paralysaient de toutes leurs forces l'activité de la petite bourgeoisie et opprimaient les travailleurs des villes et des campagnes...

Or, que voyons-nous ? Alors que non seulement les travailleurs, les paysans, le petit peuple des villes, mais les jeunes intellectuels et presque toute la grande bourgeoisie sont républicains ou se déclarent tels, la monarchie continue d'exister et d'agir. Si Primo ne tenait que grâce au soutien de la monarchie, quel est donc le soutien de la monarchie elle-même, dans un pays si «républicain» ? A première vue, cela apparaît comme une énigme insoluble. Mais la solution n'est pas si compliquée : la même bourgeoisie qui prétendait «subir» Primo de Rivera la soutenait en fait, comme elle soutient actuellement la monarchie par les seuls moyens qui lui restent, c'est-à-dire en se déclarant républicaine et en s'adaptant ainsi à la psychologie de la petite bourgeoisie, pour la tromper et la paralyser de son mieux⁴.

A qui l'observe du dehors, cette scène, malgré son caractère profondément dramatique, n'est pas dépourvue d'un certain aspect comique. La monarchie est installée sur le dos de la bourgeoisie républicaine, laquelle n'est nullement pressée de se débarrasser de sa charge. Se faufilant avec son précieux fardeau parmi les masses populaires en effervescence, elle s'écrie d'une voix de bateleur en réponse aux protestations, réclamations et imprécations : «Voyez cette créature sur mon dos, c'est mon pire ennemi ! Je vais vous énumérer ses crimes : regardez-le bien !», etc. Et quand la foule, amusée par leur accouplement, se met à rire, la bourgeoisie en profite pour porter sa charge un peu plus loin. Si cela représente une lutte contre la monarchie, qu'est-ce que ce serait donc qu'une lutte *en faveur* de la monarchie ?

Les manifestations d'étudiants⁵ ne sont qu'une tentative de la jeune génération de la bourgeoisie, surtout de la petite bourgeoisie, pour trouver une solution à la situation d'équilibre instable dans lequel s'est trouvé le pays après qu'il eut été soi-disant libéré de la dictature de Primo de Rivera, dont on a intégralement conservé l'héritage, dans ses éléments essentiels. Lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre, les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène. Au cours de la première révolution russe, nous avons maintes fois observé ce phénomène. Il a toujours eu pour nous une grande signification : cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire implique que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule au sein des masses, cherche à sa manière à trouver une issue à cette impasse en faisant progresser la situation politique.

La bourgeoisie considère le mouvement -des étudiants moitié avec méfiance, moitié avec approbation : que la jeunesse assène quelques bourrades à la bureaucratie monarchique, ce n'est pas mauvais ; pourvu que les «enfants» n'aillent pas trop loin et qu'ils n'entraînent pas dans leur élan les masses laborieuses.

En épaulant le mouvement estudiantin, les ouvriers espagnols ont donc fait montre d'un sûr instinct révolutionnaire. Mais ils doivent bien sûr mener leur action sous leur propre drapeau et sous la direction de leur propre organisation prolétarienne. C'est le

² Le fondateur de l'Opposition de gauche espagnole à travers les "groupes communistes" de Belgique et du Luxembourg, Francisco Garcia Lavid, dit Henri Lacroix, revenu en Espagne depuis le début de 1930, avait réussi à regrouper autour de lui un certain nombre de militants, dont d'anciens dirigeants du P.C.E. comme Juan Andrade. Leur premier objectif était la publication d'un bulletin. Cet objectif semble près d'avoir été atteint puisque La Vérité du 30 mai 1930 annonce la parution à partir du 1^{er} juin, du bi-mensuel, Contra la Corriente, publié à Valence. Le 13 juin, elle publie la lettre de Trotsky à ce dernier, mais révèle le 20 que le journal n'a pas été autorisé et n'a pu paraître. C'est seulement après la chute de la monarchie que la revue Communismo paraîtra enfin comme organe de l'Opposition de gauche.

³ L'ancien président du Conseil, J. Sanchez Guerra, avait en janvier 1929 tenté d'organiser un pronunciamiento dans les préparatifs duquel avaient notamment trempé les généraux Queipo de Llano et Lopez Ochoa. Justement alarmé, Primo de Rivera avait esquissé une "libéralisation" de la dictature. Le 31 décembre 1929, il constatait que "les classes aristocratiques, les conservateurs, les banques et les industriels, les fonctionnaires, la presse" ne l'appuyaient plus. Fin janvier à la suite d'un nouveau complot militaire - où l'un des premiers rôles était joué par le général Goded -, le roi congédiait le dictateur. Le général Lopez Ochoa devait, pendant le *bienio negro* diriger la répression contre les ouvriers asturiens ; Queipo de Llano et Goded feront partie des généraux insurgés en 1936 derrière Franco et Sanjurjo.

⁴ En avril 1930, dans un discours prononcé à Valence, l'ancien ministre libéral de la monarchie Niceto Alcalá Zamora se déclare républicain conservateur, et promet que le nouveau régime pourra être servi par des hommes situés encore plus à droite que lui.

⁵ L'agitation étudiante qui se déroulait depuis le 1^{er} mai avait conduit les autorités à fermer plusieurs universités.

communisme espagnol qui doit l'assurer et il lui faut pour cela une ligne politique juste. La parution de votre journal, comme je le disais plus haut, coïncide donc avec un moment extraordinairement important et critique de la crise, précisément avec le moment où elle est en train de se transformer en révolution.

Le mouvement de grève des ouvriers, la lutte contre la «rationalisation» et le chômage acquièrent une résonance toute différente, incomparablement plus profonde, au sein d'un mécontentement général des masses petites-bourgeoises et d'une crise aiguë de tout le système. Cette lutte ouvrière doit restée étroitement liée à toutes les questions qui procèdent de la crise nationale. Cette participation des ouvriers aux manifestations des étudiants est le premier pas, même s'il est encore insuffisant et mal assuré, sur le chemin de la lutte de l'avant-garde prolétarienne pour l'hégémonie révolutionnaire.

Les mots d'ordre démocratiques.

Ce chemin suppose, de la part des communistes, une lutte résolue, audacieuse et énergique en *faveur des mots d'ordre démocratiques*. Ne pas le comprendre serait commettre la plus grande des fautes sectaires. A l'étape actuelle de la révolution, dans le domaine des mots d'ordre *politiques*, le prolétariat se distingue de tous les autres groupements «gauchistes» de la petite bourgeoisie, non parce qu'il combat la démocratie, comme le font les anarchistes et les syndicalistes, mais parce qu'il lutte résolument et ouvertement en faveur de ce mot d'ordre, tout en dénonçant sans relâche les hésitations de la petite bourgeoisie.

En proclamant les mots d'ordre démocratiques, le prolétariat ne veut pas dire par là que l'Espagne doit passer par une révolution bourgeoise. Seuls pourraient poser la question dans ces termes de froids pédants nourris de formules toutes faites. L'Espagne a déjà dépassé le stade de la révolution bourgeoise.

Si la crise révolutionnaire se transforme en révolution, elle débordera fatalement des limites bourgeoises et, en cas de victoire, elle devra donner le pouvoir au prolétariat; mais le prolétariat ne peut diriger la révolution au stade actuel, c'est-à-dire rassembler autour de lui les plus larges masses de travailleurs et d'opprimés, et devenir leur guide, qu'à condition de développer, en même temps que ses revendications de classe, et en rapport avec elles, toutes les revendications démocratiques, intégralement et jusqu'au bout.

Cela aura d'abord une importance décisive en ce qui concerne la paysannerie. Celle-ci ne saurait accorder au prolétariat sa confiance a priori sans la garantie du mot d'ordre de dictature du prolétariat. A un certain stade, la paysannerie, classe nombreuse et opprimée, voit forcément dans le mot d'ordre de démocratie la possibilité de donner aux opprimés la prépondérance sur les oppresseurs. La paysannerie liera le mot d'ordre de la démocratie politique à la répartition radicale des terres. Le prolétariat assume ouvertement le soutien de ces deux revendications. Au moment opportun, les communistes expliqueront à l'avant-garde prolétarienne par quelle voie elles peuvent être réalisées, semant ainsi les graines du système soviétique à venir.

Même dans les questions nationales, le prolétariat défend jusqu'au bout le mot d'ordre de la démocratie déclarant qu'il est prêt à appuyer par la voie révolutionnaire le droit des différents groupements nationaux à la libre disposition d'eux-mêmes, autonomie comprise.

La question nationale.

L'avant-garde prolétarienne fait-elle sien le mot d'ordre de la partition de la Catalogne ? S'il est l'expression de la majorité de la population, oui. Mais comment cette volonté peut-elle s'exprimer ? Par un plébiscite libre, ou, par une assemblée de représentants de la Catalogne, ou par la voix des principaux partis qui suivent les masses, ou enfin par un soulèvement national de la Catalogne. Cela nous démontre de nouveau, notons-le en passant, quelle erreur réactionnaire ce serait de la part du prolétariat que de renoncer aux mots d'ordre démocratiques. Jusqu'au moment où la volonté de la minorité nationale ne s'est pas exprimée, le prolétariat ne fera pas sien le mot d'ordre de partition, mais il garantit d'avance, ouvertement, son appui intégral et sincère à ce mot d'ordre dans la mesure où il exprimerait la volonté avérée de la Catalogne.

Il est évident que les ouvriers catalans auront leur mot à dire sur cette question. S'ils arrivaient à la conclusion qu'il serait inopportun de disperser leurs forces, dans les conditions de la crise actuelle qui ouvre au prolétariat espagnol les voies les plus larges et les plus prometteuses, les ouvriers catalans devraient mener une propagande en faveur du maintien de la Catalogne, sur des bases à déterminer, au sein de l'Espagne; quant à moi, je pense que le sens politique suggère une telle solution. Elle serait provisoirement acceptable, même pour les séparatistes les plus acharnés, puisqu'il est clair qu'en cas de victoire de la révolution, il serait infiniment plus facile qu'aujourd'hui de parvenir à l'autodétermination de la Catalogne, ainsi d'ailleurs que des autres régions.

En appuyant tout mouvement réellement démocratique et révolutionnaire des masses populaires, l'avant-garde communiste mène une lutte sans compromis contre la bourgeoisie soi-disant républicaine, démasquant sa perfidie, son double jeu et son caractère réactionnaire, et résistant à ses efforts pour soumettre à son influence les classes laborieuses.

Quelles que soient les conditions extérieures, les communistes ne renoncent jamais à leur liberté de mouvement. Pendant une révolution, ne l'oublions pas, de telles tentations ne manquent pas : l'histoire tragique de la révolution chinoise en est une preuve accablante. Mais, tout en sauvegardant la pleine indépendance de leur organisation et de leur propagande, les communistes appliquent sans réserve la politique de front unique, à quoi la révolution ouvre un large champ.

Le rôle de l'Opposition de gauche.

L'Opposition de gauche engagera l'application de la politique de front unique avec le parti communiste officiel. Il ne faut pas permettre aux bureaucrates de créer cette impression que l'Opposition de gauche voit d'un mauvais œil les ouvriers, qui suivent le parti communiste officiel. Au contraire, l'Opposition est prête à prendre part à toute action révolutionnaire du prolétariat et à lutter à ses côtés. Si les bureaucrates refusent de mener l'action avec l'Opposition, la responsabilité doit, aux yeux de la classe ouvrière, en retomber sur eux.

Le développement de la crise espagnole implique le réveil révolutionnaire de millions d'hommes parmi les masses laborieuses. Rien ne permet de penser qu'ils s'enrôleront d'emblée sous le drapeau du communisme. Il est très probable au contraire qu'ils renforceront d'abord le parti du radicalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire en premier lieu le parti socialiste, surtout son aile gauche,

dans l'esprit, par exemple, des Indépendants allemands au cours de la révolution de 1918-1919⁶.

C'est dans cette tendance que la radicalisation effective et profonde des masses trouvera son expression, et nullement dans une croissance du «social-fascisme»⁷. Le fascisme ne pourrait de nouveau triompher - et, cette fois, sous une forme plus «sociale» que «militaire», c'est-à-dire par exemple à la manière de Mussolini - qu'à la suite de la défaite de la révolution et de la déception des masses trompées qui avaient cru en elle. Néanmoins, si l'on tient compte du développement régulier des événements actuels, une défaite ne pourrait se produire qu'à la suite d'erreurs extraordinaires de la direction communiste.

Il faut discréditer politiquement la social-démocratie aux yeux des masses, mais ce n'est pas par des injures qu'on y parviendra. Les masses n'ont foi qu'en leur propre expérience collective. Il faut leur donner la possibilité, pendant la période préparatoire de la révolution, de comparer dans les faits la politique du communisme avec celle de la social-démocratie.

Je sens bien à quel point toutes ces considérations restent peu concrètes. Il est très probable, et même, vraisemblable, que j'ai omis une série d'éléments d'une extrême importance. Vous le verrez vous-mêmes. Armés de la théorie de Marx et de la méthode révolutionnaire de Lenine, vous trouverez vous-mêmes votre chemin. Vous saurez saisir les pensées et les sentiments de la classe ouvrière et leur donner une expression politique claire. Le but de ces lignes est seulement de rappeler dans leurs traits généraux les principes de stratégie révolutionnaire qu'a. vérifiés l'expérience de trois révolutions russes.

⁶ Trotsky formule ici, à propos de la révolution allemande, une remarque qu'il généralise ailleurs comme une leçon des révolutions du XX^e siècle : c'est vers les partis traditionnels que se dirigent, dans la première phase de la révolution, les masses qui s'éveillent à la vie politique.

⁷ L'I.C. et, après elle, les P.C. appellent "social-fascisme" à cette époque la social-démocratie et les partis socialistes.

25 mai 1930

Cher Camarade Lacroix,

Je vous envoie l'article pour le premier numéro de votre journal en russe, ce qui ne sera pas, je le crains, d'une grande utilité pour vous. En même temps, j'envoie une copie du texte à Paris pour qu'on fasse là-bas avec l'aide du camarade Gorkin une traduction espagnole qui vous parviendra avec deux ou trois jours de retard. Je n'ai malheureusement personne avec moi pour dicter l'article en espagnol ou même en français. Si le premier numéro de votre journal doit paraître le 1^{er} juin, l'article viendra de toute façon trop tard. Mais c'est un peu de votre faute à vous, mon cher ami, qui avez écrit votre lettre trop tard.

(25 mai 1930)

Chère camarade Jeanne,

Je vous envoie ci-joint mon article pour notre nouveau journal espagnol et vous prie de veiller à la traduction espagnole ou française du texte russe. Peut-être serait-il possible qu'un camarade russe connaissant bien le français collabore avec un camarade espagnol pour traduire directement en espagnol. Mais peut-être est-ce trop compliqué.

Dans ce cas, je vous prie de faire en sorte que l'article soit soigneusement traduit en français et immédiatement envoyé à l'adresse ci-dessous. L'affaire est très urgente et c'est précisément parce que je voudrais à tout prix éviter la moindre perte de temps que je m'adresse à vous, chère Jeanne, car j'ai eu maintes fois l'occasion d'apprécier votre exactitude. Je vous prie également de transmettre un exemplaire de la traduction de La Vérité et de m'en faire parvenir un à moi aussi. J'espère que vous avez reçu ma dernière lettre en allemand. N'avez-vous pas de difficulté avec la langue allemande ?

28 mai 1930

Cher camarade Senine,

Je vous envoie quelques éléments pour le prochain numéro 7 du Biulleten. J'ai écrit l'article "Qu'est-ce que le centrisme?" pour La Vérité. J'accorde une grande attention à la question que je tente d'y mettre en lumière.

Je ne vois pas bien dans quelle mesure l'Opposition Unitaire est sur des positions marxistes à propos des rapports entre syndicats et partis. Il me semble - mais peut-être me trompé-je - que les positions d'une partie de l'Opposition Unitaire sur cette question ne sont pas complètement claires. Si je me trompe, tant mieux. Mais si cette imprécision est réelle, elle finira par se manifester et, qui plus est, contre nous: on sait que toute imprécision ou non-dit se retourne toujours contre la fraction révolutionnaire.

Je ne veux évidemment pas dire du tout qu'il faut lancer une campagne contre tel ou tel élément de l'Opposition Unitaire. Au contraire, il faut entretenir les liens avec le plus grand soin, les soutenir, tout en gardant la nécessaire clarté de principes. Les membres du groupe juif font-ils partie de l'opposition syndicale? Comment se manifeste cette participation ?

Je vous serais reconnaissant de me communiquer toutes les informations que vous possédez à ce sujet.

Qu'est ce que le "centrisme" ?

28 mai 1930

Dans Le Cri du Peuple, la publication du bloc des monattistes avec la clique "municipale" du P.O.P., Chambelland publie une lettre ouverte au dirigeants "centristes" de la Fédération (unitaire) de l'Enseignement. Je ne vais pas m'occuper de cette lettre elle-même parce qu'elle est totalement dénuée d'idées révolutionnaires. Un point seulement mérite intérêt. Chambelland décrit les communistes comme "centristes". L'idée - car je pense tout de même qu'il y a là quelque idée - est probablement celle-ci : à une extrémité du front politique actuel, il y a ceux qui soutiennent l'autonomie syndicale c'est-à-dire les amis de Monatte avec les popistes; à l'autre, ceux qui soutiennent la subordination des syndicats au parti, c'est-à-dire la direction officielle de la C.G.T.U. Entre les deux se trouvent les communistes oppositionnels qui se battent timidement pour "l'autonomie" mais n'osent pas risquer une rupture avec le communisme.

Ces derniers sont donc des centristes puisqu'ils prennent place au centre. Et Chambelland, du fait que l'Opposition de gauche est née d'une guerre contre le centrisme annonce une contradiction interne qui, à première vue, semble lui donner une victoire sans combat.

Pour un naturaliste, rien, dans le domaine de la nature, n'est dépourvu de signification. Pour un marxiste, rien n'est dénué de signification de ce qui a trait au monde de la politique. La classification de Chambelland, toute superficielle qu'elle soit, peut encore fournir l'occasion de préciser certaines notions révolutionnaires.

C'est ce que nous allons essayer de faire.

C'est une erreur fondamentale de penser que le "centrisme" est une description géométrique ou topographique comme au parlement. Pour un marxiste, les concepts politiques sont définis non par des caractères de forme mais par leur contenu de classe considéré d'un point de vue idéologique et méthodologique. Les trois tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier actuel - le réformisme, le communisme et le centrisme - découlent inéluctablement de la situation objective du prolétariat sous le régime impérialiste de la bourgeoisie.

Le réformisme est le courant qui est né dans les couches supérieures privilégiées du prolétariat et reflète leurs intérêts. Dans certains pays particulièrement, l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière forment une couche très importante et très puissante avec une mentalité qui est dans la plupart des cas petite-bourgeoise en vertu des conditions mêmes de leur existence et de leur mode de pensée; mais elles doivent s'adapter au prolétariat sur le dos duquel elles se sont élevées. Les sommets de ces éléments atteignent le pouvoir suprême et le bien être par le canal parlementaire bourgeois.

Dans la personne d'un Thomas, d'un Mc Donald, d'un Hermann Müller ou d'un Paul-Boncourt nous avons de grands bourgeois conservateurs qui ont conservé partiellement une mentalité petite-bourgeoise, le plus souvent une vision petite-bourgeoise hypocrite de la base prolétarienne. En d'autres termes, nous avons dans un type social unique le produit des sédiments de trois classes différentes. Leur rapport est le suivant: le grand bourgeois donne des ordres au petit-bourgeois et celui-ci trompe les ouvriers. Quant à la question de savoir si le grand bourgeois permet à un Thomas de lui rendre visite - par l'entrée de service à son domicile, à sa banque ou à son ministère, ou si, par ailleurs il a introduit ce même Thomas à ses richesses et à ses idées, cette question, bien que secondaire, n'est pas sans importance. L'étape impérialiste de l'évolution qui aggrave toujours plus les contradictions, oblige souvent la bourgeoisie à transformer les groupes dirigeants des réformistes en véritables militants pour ses compagnies et ses combinaisons gouvernementales. C'est ce qui caractérise le degré nouveau - bien plus élevé - de dépendance du réformisme de la bourgeoisie impérialiste et marque une empreinte bien plus distincte sur sa psychologie et sa politique, la rendant utilisable pour prendre directement le manche dans les affaires de la bourgeoisie.

De cette couche supérieure de "réformistes" on ne peut moins que tout dire qu'ils n'ont "rien à perdre que leurs chaînes". Au contraire, pour tous ces premiers ministres, maires, députés et dirigeants syndicaux, la révolution socialiste signifierait l'expropriation de leurs positions privilégiées. Ces chiens de garde du capital ne protègent pas simplement la propriété en général mais surtout leur propre propriété. Ce sont de farouches ennemis de la révolution libératrice du prolétariat.

A l'opposé du réformisme, sous le nom de politique communiste et prolétarienne (communiste marxiste), nous comprenons un système de lutte d'idées et de méthodes qui vise au renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois par la méthode qui consiste d'abord à unir le prolétariat, marquée par la dictature, puis de réorganisation de la société de façon socialiste.

Seule la minorité la plus avancée - la plus consciente et la plus audacieuse de la classe ouvrière - est capable de prendre l'initiative de cette tâche, une minorité qui, se basant sur un programme nettement défini et scientifiquement établi et une grande expérience des luttes ouvrières, réunit autour d'elle la majorité toujours plus grande du prolétariat dans le but de la révolution socialiste. Tant que dure le capitalisme qui réduit le prolétariat à de misérables idées, on ne peut s'attendre à ce que les divergences disparaissent entre le parti produit de la sélection des idées - et la classe - constituée automatiquement par le processus de production. Ce n'est qu'après la victoire du prolétariat - marquée par une authentique renaissance économique et culturelle des masses, c'est-à-dire par le processus même de la liquidation des classes - que l'écrasement, verra le Parti se dissoudre peu à peu dans les masses laborieuses jusqu'à ce que, comme l'Etat, il disparaisse complètement. Seuls des phraseurs ou des mandarins de sectes stériles peuvent parler de révolution prolétarienne tout en niant le rôle de l'avant-garde communiste.

Ainsi, les deux courants fondamentaux dans la classe ouvrière mondiale sont d'un côté le social-impérialisme et de l'autre le communisme révolutionnaire. Entre ces deux pôles viennent un certain nombre de courants et de groupes transitoires qui changent constamment d'apparence et sont toujours en train de se transformer et de se déplacer, allant parfois du réformisme au communisme, parfois du communisme au réformisme. Ces courants centristes n'ont pas et par leur nature même ne peuvent avoir une base sociale bien définie. Cependant que le réformisme représente les intérêts des sommets privilégiés de la classe ouvrière et que le communisme est le porte-drapeau du prolétariat lui-même, le centrisme exprime le processus de transition à l'intérieur du prolétariat, différentes vagues à l'intérieur de ses différentes couches, et les difficultés dans le progrès vers les positions révolutionnaires finales.

C'est précisément pourquoi les organismes de masse centristes ne sont jamais stables ni viables.

Il est vrai qu'il y aura toujours à l'intérieur de la classe ouvrière une couche de centristes constants qui ne veulent pas aller jusqu'au bout avec les réformistes, mais qui ne peuvent pas non plus devenir organiquement révolutionnaires. Un de ces types d'ouvriers centristes honnêtes, en France, était le vieux Bourderon. Un exemple plus brillant et plus frappant - en Allemagne, cette fois - était le vieux Ledebour. Quant aux masses, elles ne restent jamais très longtemps dans cette étape de transition: elles rallient temporairement les centristes puis continuent et rejoignent les communistes ou reviennent aux réformistes - à moins qu'elles ne tombent temporairement dans l'indifférence.

C'est ainsi que l'aile gauche du parti socialiste français s'est transformée en parti communiste, abandonnant en route sa direction centriste. C'est ainsi que le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne a disparu, partageant ses adhérents entre le communisme et la social-démocratie.

C'est aussi pourquoi, de la même façon, l'"Internationale 2 1/2" a disparu du monde.

On peut observer le même phénomène dans l'univers syndical: l'"indépendance" centriste des syndicats britanniques qui étaient adhérents à Amsterdam s'est changée en la politique amsterdamienne la plus "jaune" de trahison à l'époque de la grève générale.

Mais la disparition de ces organisations citées ci-dessus en exemple ne signifie pas du tout que le centrisme a dit son dernier mot, comme l'assure la bureaucratie communiste dont l'idéologie est très proche du centrisme. Des organisations de masses et des courants bien définis ont été réduites à néant dans l'immédiat après-guerre quand le mouvement ouvrier européen a reculé. L'aggravation actuelle de la crise mondiale et la nouvelle radicalisation incontestable des masses ont inévitablement conduit à l'apparition de nouvelles tendances centristes à l'intérieur de la social-démocratie, des syndicats et des masses inorganisées.

Il n'est pas exclu que ces nouveaux courants centristes amènent une fois de plus à la surface quelques anciens dirigeants centristes. Mais, une fois de plus, ce ne serait pas pour longtemps. Les politiciens centristes dans le mouvement ouvrier sont comme une poule qui a couvé des œufs de canard et puis se plaint amèrement au bord de l'eau. Ils sont sans vergogne ces enfants qui quittent leur poule l'"autonome" et vont nager dans les eaux du réformisme ou du communisme. Si Chambelland veut en prendre la peine, il trouvera facilement autour de lui nombre de poules respectables occupées encore en ce moment à couvrir des œufs réformistes.

Dans le passé, la bureaucratie ouvrière s'est toujours et partout couverte du principe d'"autonomie", "indépendance", etc. assurant de cette manière leur propre indépendance vis-à-vis des ouvriers; car comment l'ouvrier pourrait-il contrôler la bureaucratie s'il proclamait tel ou tel principe comme son mot d'ordre? Comme on le sait, les syndicats allemands et britanniques ont depuis longtemps proclamé leur indépendance à l'égard de tous les partis; les syndicats américains en tirent de la fierté aujourd'hui encore. Mais l'évolution du réformisme manifestée auparavant, qui l'a définitivement lié à l'impérialisme, empêche à partir de maintenant les réformistes d'utiliser le label de l'"autonomie" aussi facilement qu'ils l'ont fait dans le passé. Les centristes, qui s'y cramponnent plus que jamais, en ont probablement pris avantage. Car ce n'est pas précisément leur nature de garder jalousement l'"autonomie" de leurs hésitations et de leur duplicité vis-à-vis du réformisme et du communisme?

Voilà comment l'idée de l'autonomie qui, dans l'histoire des mouvements ouvriers du monde a été avant tout un attribut du réformisme, est aujourd'hui un signe de centrisme. Mais quelle sorte de centrisme?

Nous avons déjà montré que le centrisme change toujours de position: allant tantôt à gauche vers le communisme, ou à droite vers le réformisme.

Si Chambelland pouvait jeter un coup d'œil sur l'histoire passée de son groupe - seulement depuis le début de la guerre impérialiste - il trouverait facilement confirmation de ce que j'avance ici. Actuellement, les syndicats "autonomes" vont clairement de la gauche à la droite, du communisme au réformisme. Ils ont même rejeté l'étiquette de communisme. C'est ce qui les rapproche des pppistes, qui suivent la même évolution mais de façon plus désorganisée.

Le centrisme, quand il va à gauche et détache les masses du réformisme, remplit une fonction progressiste; il va sans dire que cela ne nous empêche pas de dénoncer dans ce cas aussi la duplicité du centrisme, car, tôt ou tard, la poule progressiste sera abandonnée au bord de l'eau. Quand, d'un autre côté, le centrisme essaie de détacher les ouvriers des objectifs communistes pour faciliter - sous le masque de l'autonomie - leur évolution vers le réformisme, alors le centrisme réalise une tâche qui n'est plus progressiste mais réactionnaire. Tel est actuellement le rôle joué par le Comité pour l'indépendance du syndicalisme.

Mais, "ce sont les mots exacts des stalinien", va répéter Chambelland: Il l'a déjà écrit. Il serait utile de se demander qui - le groupe Chambelland ou l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste - conduit la lutte la plus sérieuse et la plus acharnée contre la politique mensongère des staliniens. Mais un fait est certain: la direction de notre lutte est diamétralement opposée à celle de la "lutte" des "autonomistes" parce que nous restons sur la voie marxiste tandis que Chambelland et ses amis poursuivent la voie réformiste. Il est vrai qu'ils ne l'ont jamais fait consciemment, jamais! Mais, en général le centrisme n'a jamais une politique consciente. Est-ce qu'une poule consciente se mettrait à couvrir des œufs de canard? Certainement pas.

Comment, dans ce cas, va-t-on nous demander, pouvez-vous accuser de centrisme des pâles opposés comme Monmousseau et Chambelland? Cela peut apparaître paradoxal cependant seulement à ceux qui ne comprennent pas la nature paradoxale du centrisme lui-même: il n'est jamais le même et ne se reconnaît jamais dans le miroir même quand il y met le nez dessus.

Depuis deux ans, les centristes du communisme officiel ont zigzagué violemment de droite à gauche pendant que Monatte et ses amis allaient de gauche à droite. Les dirigeants de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge ont du agir à l'aveuglette pour retenir la vague qu'ils avaient déchainée. Terrifiés par les bonds aventuristes, les centristes du type Chambelland ont rapidement courbé l'échine devant la nouvelle vague qui se forme à l'horizon. Dans une telle période de transition, entre deux flux, ce qui est d'abord lessivé c'est le camp centriste dans lequel sont nés des mouvements disparates allant dans des sens différents. Il n'en est pas moins vrai que Chambelland - ou pour serrer la réalité de plus près - Monatte et Monmousseau ne sont rien que les deux côtés d'une même pièce.

Je pense qu'ici il est nécessaire de rappeler comment les dirigeants actuels de la C.G.T.U. et du parti communiste envisageaient la question il y a à peine six ans, quand ils étaient en fait à la tête du parti officiel et avaient déjà commencé - soit dit en passant - leur lutte contre le trotskysme". Au mois de janvier 1924, après le malheureux meeting sanglant de la Maison des syndicats, les dirigeants pressés de se dissocier de toute responsabilité pour l'action du parti, mais aussi pour le parti lui-même, ont écrit dans la solennelle "Déclaration de la C.G.T.U.":

"En ce qui concerne l'autonomie organique et administrative des parties et sectes en rapport avec l'autonomie de la Confédération, les organes de la C.G.T.U. n'ont pas eu à discuter du meeting que la confédération de la Seine et la Jeunesse du parti communiste ont organisé sous leur propre responsabilité. Quel que soit le caractère des meetings organisés ou des activités entreprises par des partis, sectes ou groupes extérieurs, le comité exécutif et le bureau de la confédération n'ont pas l'intention d'abdiquer leur pouvoir aujourd'hui plus qu'hier. Ils sauront préserver leur contrôle et leur maîtrise sur l'activité de la confédération contre toutes attaques de l'extérieur (...)

La C.G.T.U. n'a ni le droit ni le pouvoir d'appliquer une censure à un quelque groupe extérieur que ce soit, à leurs programmes et leurs objectifs ; elle ne peut en interdire aucun sans violer son indispensable neutralité pour manifester un favoritisme entre deux partis en conflit.

Monmousseau, Sémard, Racamond, Dudilieux, Berrar"

Voilà le document - réellement incomparable qui restera pour toujours un monument de clarté communiste et de courage révolutionnaire! Et nous lisons au bas de ce document les signatures de Monmousseau, Sémard, Racamond, Dudilieux et Berrar. Je pense que les oppositionnels de gauche français devraient non seulement publier intégralement cette "déclaration", mais aussi lui donner la publicité qu'elle mérite. Car personne ne sait quelles surprises l'avenir nous réserve! Pendant les années qui nous séparent de la signature de la "déclaration" dans laquelle Monmousseau, Sémard, et compagnie annonçaient leur neutralité la plus absolue à l'égard du parti communiste et des autres sectes, ces dirigeants communistes n'ont pas réalisé peu d'actes d'héroïsme révolutionnaire. En particulier, ils ont bien appliqué la politique du comité anglo-russe qui reposait complètement sur la fiction de l'autonomie; le parti de Mc Donald et Thomas était une chose- disait Staline -, mais les syndicats de Thomas et Purcell une autre bien différente. Après que Thomas, avec l'aide de Purcell, ait fait des centristes communistes des laquais, ces derniers ont pris peur d'eux-mêmes».

Hier encore Monmousseau réclamait que les syndicats soient également indépendants de toutes les sectes et partis. Aujourd'hui il veut que les syndicats ne soient que l'ombre du parti, transformant ainsi les syndicats en sectes! Qui est le Monmousseau d'aujourd'hui ou Monmousseau numéro deux ? C'est Monmousseau numéro un qui, par peur de lui-même s'est retourné comme un gant. Qui est Chambelland ? C'est un communiste d'hier qui, terrifié par Monmousseau numéro deux, s'est jeté dans les bras de Monmousseau numéro un.

Ne saute-t-il pas aux yeux que nous avons ici deux variétés de la même espèce ou deux étapes de la même confusion ? Monmousseau essaie de faire peur aux travailleurs avec le fantôme de Chambelland; Chambelland essaie d'effrayer les ouvriers avec le fantôme de Monmousseau. En réalité, cependant, chacun ne fait que se regarder dans la glace en tendant le poing.

Voilà comment sont réellement les choses, si on considère la question de plus près que Le Cri du Peuple - où il y a plus de cri que de peuple.

Le communisme est l'avant-garde de la classe ouvrière unie par le programme de la révolution socialiste. Une organisation de ce type n'existe pas en France. On peut seulement en trouver des éléments et partiellement des débris. Quiconque ose assurer aux ouvriers qu'une telle organisation n'est pas nécessaire pour eux, que la classe ouvrière se suffit à elle-même, qu'elle est suffisamment mûre pour pouvoir se passer de la direction de sa nouvelle avant-garde - est un vil flatteur, un courtisan du prolétariat, un démagogue, pas un révolutionnaire. Il est criminel d'enjoliver la réalité. Il faut dire aux ouvriers la vérité et il faut qu'ils s'habituent à aimer la vérité.

Chambelland se trompe sérieusement s'il pense que les communistes sont au "centre", entre Monmousseau et lui, Chambelland. Non, les communistes sont au-dessus des deux. La position du marxisme est bien au-dessus de toutes les variétés du centrisme et au-dessus du niveau de toutes ses erreurs. Les syndicats peuvent être transformés en organes des masses et pourvus d'une véritable direction révolutionnaire seulement par l'unique courant dans la classe ouvrière qui examine chaque question sérieusement, dont le sang et la moelle sont imprégnés de la compréhension marxiste du rapport entre la classe et son avant-garde révolutionnaire. Sur cette question fondamentale, il n'y a pas de place pour la moindre concession ou pour quoi que ce soit qui ne soit pas dit.

Ici plus qu'ailleurs, la clarté est nécessaire.

La Révolution en Inde

Ses tâches et ses dangers.

(30 mai 1930)

L'Inde est le pays colonial classique comme la Grande-Bretagne est la métropole classique. Toute la cruauté des classes dirigeantes et toutes les formes d'oppression que le capitalisme a utilisées contre les peuples arriérés d'Orient est résumé de la façon la plus complète et la plus épouvantable dans l'histoire de la gigantesque colonie sur laquelle les impérialistes britanniques se sont installés comme des sangsues pendant le dernier siècle et demi. La bourgeoisie britannique a soigneusement cultivé tous les restes de barbarie et toutes les institutions médiévales qui pouvaient être utiles à l'oppression de l'homme par l'homme. Elle a forcé ses agents féodaux à s'adapter à l'exploitation capitaliste coloniale et en a fait son lien, son organe, sa courroie de transmission pour les masses.

Les impérialistes britanniques se targuent de leurs chemins de fer, de leurs canaux, de leurs entreprises industrielles en Inde dans lesquelles ils ont investi presque l'équivalent de quatre milliards de dollars en or. Les avocats de l'impérialisme comparent triomphalement l'Inde actuelle avec l'Inde avant l'occupation coloniale. Mais qui peut douter un instant qu'une nation douée se développerait incomparablement plus vite et avec plus de succès si elle était affranchie du fardeau du pillage systématique et organisé ? Il suffit de mentionner les quatre milliards de dollars qui représentent l'investissement britannique en Inde pour imaginer ce que la Grande-Bretagne a pris en Inde dans le cours de peut-être cinq ou six ans.

Accordant à l'Inde des doses soigneusement mesurées de technologie et de culture, exactement assez pour faciliter l'exploitation de la richesse du pays, les Shylock de la Tamise ne pouvaient cependant pas empêcher les idées de l'indépendance économique et nationale et de liberté de se répandre de plus en plus largement dans les masses.

Comme dans les vieux pays bourgeois, les nombreuses nationalités qui existent en Inde ne peuvent fusionner en une seule nation que par une révolution qui les liera de plus en plus l'une à l'autre comme un tout. Mais, contrairement aux vieux pays, la révolution en Inde est une révolution coloniale dirigée contre des oppresseurs étrangers. Plus, c'est la révolution d'un pays historiquement arriéré où le servage féodal, les divisions de classe coexistent avec les antagonismes de classe de la bourgeoisie et du prolétariat, qui ont été grandement exacerbés dans la dernière période.

Le caractère colonial de la révolution indienne contre un des oppresseurs les plus puissants masque dans une certaine mesure les antagonismes sociaux internes du pays, particulièrement aux yeux de ceux pour qui cette dissimulation est avantageuse. En réalité, la nécessité de rejeter le système de l'oppression impérialiste dont les racines sont étroitement mêlées avec la vieille exploitation indigène, exige un effort révolutionnaire extraordinaire de la part des masses indiennes et en soi donne un élan considérable à la lutte de classes. L'impérialisme britannique n'abandonnera pas ses positions de son plein gré. Tout en remuant humblement la queue devant l'Amérique, il dirigera toute son énergie et toute sa ruse contre l'Inde insurgée.

Quelle instructive leçon historique. La révolution indienne et même à son étape actuelle, alors qu'elle n'a coupé avec la direction traîtresse de la bourgeoisie nationale, est écrasée par le gouvernement "socialiste" de Mc Donald. Les répressions sanglantes de ces canailles de la II^e Internationale, qui promettent d'introduire pacifiquement le socialisme dans leur pays représentent le dépôt initial sur lequel l'impérialisme britannique a en réserves pour l'Inde. Les plaisantes délibérations social-démocrates sur la réconciliation des intérêts de la Grande-Bretagne bourgeoise avec l'Inde démocratique sont un supplément nécessaire de la sanglante répression de Mc Donald qui est toujours prêt, entre deux exécutions, à la mille-et-unième commission de réconciliation.

La bourgeoisie britannique comprend très bien que la perte de l'Inde signifierait non seulement l'effondrement de sa puissance mondiale déjà pourrie mais aussi un effondrement social chez elle. C'est une lutte à mort. Toutes les forces seront mises en mouvement. Cela signifie que la révolution devra mobiliser toutes ses ressources. Des millions d'hommes ont commencé à se mettre en branle. Ils ont démontré une telle puissance spontanée que la bourgeoisie nationale a été obligée d'agir pour maîtriser le mouvement en émuissant son tranchant révolutionnaire.

Le mouvement de résistance passive de Gandhi est le nœud tactique qui lie la naïveté et l'aveuglement généreux des petits-bourgeois éparpillés aux manœuvres traîtresses de la bourgeoisie libérale. Le fait que le président de l'Assemblée législative indienne, c'est-à-dire l'institution officielle pour la collusion avec l'impérialisme ait abandonné son poste pour prendre la tête du mouvement pour le boycottage des biens britanniques a un caractère profondément symbolique. "Nous vous prouverons", disent les éléments de la bourgeoisie nationale à ces messieurs de la Tamise, "que nous vous sommes indispensables, que vous n'arriverez pas sans nous à apaiser les masses et que, pour cela, nous vous présenterons la note".

En guise de réponse, Mc Donald a mis Gandhi en prison. Il est possible que le laquais aille plus loin que ne le veut le maître, car il est consciencieux plus qu'il ne le doit afin de prouver qu'il est insoupçonnable. Il est possible que les conservateurs, impérialistes sérieux et expérimentés, ne seraient pas allés aussi loin à cette étape. Mais d'un autre côté, les dirigeants nationaux de la résistance passive ont eux-mêmes grand besoin de la répression pour rehausser leur réputation bien ébranlée. Mc Donald leur rend ce service. Tout en faisant tirer sur les ouvriers et les paysans, il arrête Gandhi après l'avoir prévenu, exactement comme le Gouvernement provisoire russe arrêta les Kornilov et les Denikine.

Si l'Inde est une composante de la domination interne de la bourgeoisie britannique, alors, de même la domination impérialiste du capital britannique sur l'Inde est un élément composant de l'ordre interne de l'Inde. Cette question ne peut être simplement réduite à celle de l'expulsion de quelques dizaines de milliers d'exploiteurs étrangers. Ils ne peuvent être séparés des oppresseurs de l'intérieur et, plus la pression des masses grandit, moins les oppresseurs de l'intérieur veulent se séparer des oppresseurs étrangers. De même qu'en Russie la liquidation du tsarisme, avec son endettement à l'égard du capital financier mondial, n'a été possible que parce que, pour la paysannerie, l'abolition de la monarchie était nécessaire pour celle des magnats grands propriétaires, dans la même mesure en Inde la lutte contre l'oppression impérialiste développe dans les masses innombrables de la paysannerie opprimée et semi-paupérisée l'idée qu'il faut liquider les grands propriétaires féodaux, leurs agents et

intermédiaires, les fonctionnaires locaux et les hyènes de l'usure.

Le paysan indien veut une distribution "juste" de la terre. C'est la base de la démocratie. Et c'est en même temps la base sociale de la révolution démocratique dans son ensemble.

A la première étape de leur lutte, les paysans arriérés, inexpérimentés et dispersés, qui, dans chaque village, s'opposent aux représentants individuels d'un régime, recourent toujours à la résistance passive. Ils ne paient pas loyers ou taxes, ils se cachent dans les bois, désertent du service militaire, etc. Les formules tolstoïennes de résistance passive étaient en un sens la première phase de l'éveil révolutionnaire des masses paysannes russes. Le gandhisme représente le même phénomène en ce qui concerne les masses du peuple indien. Plus Gandhi est personnellement "sincère", plus il est utile aux maîtres en tant qu'instrument pour discipliner les masses. Le soutien de la bourgeoisie à la résistance passive à l'impérialisme n'est qu'une condition préliminaire à sa résistance sanglante aux masses révolutionnaires.

Des formes passives de lutte, les paysans ont plus d'une fois dans l'histoire passé aux guerres les plus sévères et les plus sanguinaires contre leurs ennemis immédiats: les propriétaires, les fonctionnaires locaux et les usuriers. Le Moyen-Age a connu nombre de guerres paysannes semblables en Europe; mais il est aussi plein de répressions impitoyables contre les paysans. La résistance passive des paysans aussi bien que leurs sanglants soulèvements ne peuvent devenir une révolution que sous la direction d'une classe urbaine qui devient alors le chef de la nation révolutionnaire et, après la victoire, le porteur du pouvoir révolutionnaire. A l'époque actuelle, seul le prolétariat est une telle classe, même en Orient.

Il est vrai que le prolétariat indien est plus faible numériquement que même le prolétariat russe à la veille de 1905 ou 1917. Cette faible dimension comparative du prolétariat en Russie était l'argument principal de tous les philistins, de tous les Martynov, de tous les mencheviks, contre la perspective de la révolution permanente. L'idée même que le prolétariat russe, écartant la bourgeoisie, pouvait s'emparer de la révolution agraire des paysans, l'encourager et monter sur sa vague jusqu'à la dictature révolutionnaire leur semblait fantaisiste. Ils pensaient qu'ils étaient réalistes quand ils comptaient sur la bourgeoisie libérale, s'appuyant sur les masses des villes et de la campagne, pour réaliser la révolution démocratique. Mais il s'avéra que les statistiques de population n'étaient pas des indicateurs pour le rôle économique et politique des différentes classes. La Révolution d'Octobre l'a montré une fois pour toutes et de façon très convaincante.

Si le prolétariat indien est aujourd'hui plus faible numériquement que le russe, cela ne signifie nullement que ses possibilités révolutionnaires ne soient pas aussi grandes; la faiblesse numérique du prolétariat russe comparé aux prolétariats américain et britannique n'a pas été un obstacle à la dictature du prolétariat en Russie. Au contraire, toutes les particularités sociales qui ont rendu la révolution d'Octobre possible et inévitable existent en Inde sous une forme plus aiguë. Dans ce pays de paysans pauvres, l'hégémonie de la ville n'est pas moins établie que dans la Russie tsariste. La concentration de la puissance industrielle, commerciale et bancaire aux mains de la grande bourgeoisie et principalement de la bourgeoisie étrangère, d'un côté, la croissance rapide d'un prolétariat industriel de l'autre, excluent la possibilité d'un rôle indépendant de la petite bourgeoisie urbaine et même dans une certaine mesure de la petite bourgeoisie intellectuelle. Cela transforme la mécanique politique de la révolution en lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour la direction des masses paysannes. Il ne manque qu'une seule condition: un parti bolchevique. Et c'est là le problème.

Nous avons constaté la façon dont Staline et Boukharine ont appliqué la conception menchevique de la révolution démocratique à la Chine. Armés d'un appareil puissant, ils ont été capables d'appliquer dans l'action les formules bolcheviques et, pour cette raison, ont été obligés de les pousser à leur terme. Pour assurer le rôle dirigeant de la bourgeoisie, dans la révolution bourgeoise (c'est l'idée de base du menchevisme russe), la bureaucratie stalinienne a transformé le jeune P.C. de Chine en une section subordonnée du parti bourgeois national. Selon les termes sur lesquels Staline et Tchang Kaï-Chek s'étaient officiellement mis d'accord par l'intermédiaire de l'actuel commissaire à l'éducation, Boubnov, les communistes ne pouvaient occuper qu'un tiers des postes à l'intérieur du Guomindang. Le parti du prolétariat est ainsi entré dans la révolution comme captif officiel de la bourgeoisie avec la bénédiction de l'Internationale Communiste. Le résultat est connu: la bureaucratie stalinienne a détruit la révolution chinoise. Ce fut un crime politique sans équivalent dans l'Histoire.

Avec l'idée réactionnaire du socialisme dans un seul pays en 1924, Staline a avancé le mot d'ordre des "partis ouvriers et paysans à deux classes" pour l'Inde comme pour tous les pays d'Orient. C'était là un autre mot d'ordre qui continuait à exclure une politique indépendante et un parti indépendant du prolétariat. Le malheureux Roy est devenu depuis ce temps l'apôtre du parti fourre-tout au-dessus des classes, "populaire" ou "démocratique". L'histoire du marxisme, les développements du XIX^e siècle, l'expérience des trois révolutions russes, tout, tout est passé devant ces messieurs sans laisser de trace. Ils n'ont pas encore compris que le "parti ouvrier et paysan" n'est concevable que sous la forme du Guomindang! c'est-à-dire sous la forme d'un parti bourgeois qui entraîne derrière lui les ouvriers et les paysans pour les trahir et les écraser ensuite. Il n'a jamais existé dans l'histoire d'autre type de parti au-dessus des classes, fourre-tout. Après tout, Roy - agent de Staline en Chine, prophète de la lutte contre le "trotskysme" et exécutant du bloc martynoviste des quatre classes - est devenu le bouc émissaire des crimes de la bureaucratie stalinienne après la défaite inévitable de la révolution chinoise.

On a passé en Inde six ans à des expériences débilantes et démoralisantes pour réaliser la formule stalinienne des partis à deux classes, ouvriers et paysans. Les résultats sont là: de faibles "partis ouvriers et paysans" de province, qui vacillent, claudiquent ou simplement se désintègrent et disparaissent précisément au moment où ils sont supposés agir, au moment de la marée révolutionnaire. Mais il n'existe pas de parti prolétarien. Il faudra le créer à la chaleur des événements. Et pour cela, il est nécessaire d'enlever tout le fatras accumulé par la direction bureaucratique. Telle est la situation! Depuis 1924, la direction de l'Internationale Communiste a fait tout son possible pour laisser le prolétariat indien impuissant, pour affaiblir la volonté de l'avant-garde, pour lui rogner les ailes.

Pendant que Roy et les autres élèves de Staline perdaient de précieuses années à élaborer un programme démocratique pour un parti au-dessus des classes, la bourgeoisie nationale a tiré un profit maximum de leur gaspillage pour prendre le contrôle des syndicats.

Un Guomindang a été créé en Inde, non en tant que parti politique mais en tant que "parti" à l'intérieur des syndicats. Maintenant cependant ses créateurs ont été effrayés de leur propre travail et ont sauté de côté, calomniant les "exécutants". Cette fois, on le sait, les centristes ont sauté "à gauche", mais cela n'arrange pas les affaires. La position officielle de l'Internationale Communiste sur les problèmes de la révolution indienne est un tel fouillis de confusion que cela semble particulièrement destiné à désorienter l'avant-garde prolétarienne et la plonger dans le désespoir. Au moins la moitié du temps, cela arrive parce que la

direction s'efforce sans cesse de dissimuler ses erreurs de la veille. Le reste de la confusion peut être attribué à la nature malheureuse du centrisme.

Nous ne faisons pas référence maintenant au programme de l'Internationale Communiste qui donne un rôle révolutionnaire à la bourgeoisie coloniale, approuvant totalement les constructions de Brandler et Roy, qui continuent à porter le chapeau Martynov-Staline. Et nous ne parlons pas des innombrables éditions des "Problèmes du léninisme" où le discours continue dans toutes les langues du monde sur les partis à deux classes, ouvriers et paysans. Non, nous nous bornons à l'actualité, à la dernière façon de poser la question en Orient, conformément aux erreurs de la troisième période de l'Internationale Communiste.

Le mot d'ordre central de l'I.C. pour l'Inde comme pour la Chine, reste encore la dictature démocratique des ouvriers et des paysans. Personne ne sait, personne n'explique, parce que personne ne comprend ce que ce mot d'ordre signifie à présent en 1930, après l'expérience des quinze années écoulées. En quoi la dictature démocratique des ouvriers et des paysans diffère-t-elle de la dictature du Guomindang qui a massacré les ouvriers et les paysans ? Les Manouïlsky et les Kuusinen répondront peut-être qu'ils parlent maintenant de la dictature des trois classes (ouvriers, paysans et petite bourgeoisie urbaine) et pas de quatre comme en Chine où Staline a si heureusement attiré dans ce bloc son allié Tchiang-Kaï-Chek.

S'il en est ainsi, répondons-nous, alors faites un effort pour nous expliquer pourquoi vous rejetez la bourgeoisie nationale comme un allié en Inde, ce même allié pour le rejet duquel en Chine vous avez exclu les bolcheviks du parti communiste avant de les emprisonner ? La Chine est un pays semi-colonial. Il n'y a pas en Chine de caste puissante de seigneurs féodaux avec leurs agents. Mais l'Inde est un pays colonial classique avec de puissants restes du régime de caste féodal. Si Staline et Martynov font découler le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise de la présence en Chine d'une oppression étrangère et de restes féodaux, chacune de ces raisons devrait être deux fois plus valable dans l'application à la Chine. Cela veut dire que la bourgeoisie indienne, conformément à la lettre du programme de l'I.C., a infiniment plus de droits à revendiquer son inclusion dans le bloc stalinien que la bourgeoisie chinoise avec son inoubliable Tchiang-Kaï-Chek et le "loyal" Wang-Jing-Wei. Mais puisque ce n'est pas le cas, puisque, en dépit de l'oppression de l'impérialisme britannique et de tout l'héritage du Moyen-Age, la bourgeoisie indienne n'est capable que d'un rôle contre-révolutionnaire et non révolutionnaire alors il vous faut condamner implacablement votre propre politique de trahison en Chine et corriger immédiatement votre programme dans lequel cette politique n'a laissé de façon couarde que de sinistres traces!

Mais cela n'épuise pas la question. Si on construit en Inde un bloc sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie, qui va le diriger ? Les Manouïlsky et les Kuusinen vont peut-être répondre avec leur habituelle indignation hautaine "Quoi, le prolétariat, bien sur!". Bien, répondons-nous, tout à fait digne d'éloges. Mais si la révolution indienne se développe sur la base d'un bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie si ce bloc va être dirigé non contre l'impérialisme et le féodalisme mais aussi contre la bourgeoisie nationale liée à eux dans toutes les questions fondamentales; si à la tête de ce bloc, se tient le prolétariat; si le bloc remporte la victoire seulement en balayant ses ennemis par une insurrection armée et élève ainsi le prolétariat au rôle de dirigeant réel de toute la nation, alors la question se pose : entre quelles mains le prolétariat sera-t-il après la victoire, sinon dans celles du prolétariat ? Que signifie dans un tel cas la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, distincte de la dictature du prolétariat dirigeant la paysannerie ? En d'autres termes, en quoi l'hypothétique dictature des ouvriers et des paysans différera-t-elle de la dictature véritable établie par Octobre ?

Il n'existe pas de réponse à cette question. Il ne peut pas y en avoir. A travers ce cours du développement historique, la "dictature démocratique" est devenue non seulement une fiction vide mais un piège tendu pour le prolétariat. Beau mot d'ordre qui admet deux interprétations diamétralement opposées: l'une étant la dictature du Guomindang et l'autre la dictature d'Octobre! Mais elles s'excluent mutuellement l'une l'autre. En Chine, les staliniens interprètent la dictature démocratique de deux façons: d'abord comme une dictature du Guomindang de droite, et ensuite de gauche. Mais comment l'expliquent-ils en Inde ? Ils se taisent, ils sont obligés de garder le silence par peur d'ouvrir les yeux de leurs partisans sur leurs crimes. Cette conspiration du silence est en réalité une conspiration contre la révolution indienne. Et toutes les clameurs actuelles d'extrême ou d'ultra-gauche n'améliorent pas la situation d'un iota car les victoires de la révolution ne sont pas assurées par les clameurs et le vacarme mais par la clarté politique.

Mais tout ce qu'on vient de dire ne déroule pas encore l'écheveau embrouillé. Quelques nouveaux fils sont précisément pris dans ce nœud. En donnant à la révolution un caractère démocratique abstrait et en lui permettant de n'atteindre la dictature du prolétariat qu'après l'établissement d'une espèce de "dictature démocratique" mystique ou mystificatrice, nos stratèges rejettent en même temps le mot d'ordre politique central de tout mouvement démocratique révolutionnaire qui est précisément celui de l'Assemblée constituante. Pourquoi ? Sur quelle base ? C'est tout à fait incompréhensible. La révolution démocratique signifie l'égalité pour le paysan - avant tout, l'égalité dans la distribution de la terre. L'égalité de loi dépend d'abord de cette égalité-là. L'Assemblée constituante, où les représentants du peuple entier règlent formellement leurs comptes avec le passé mais où en réalité les différentes classes règlent leurs comptes entre elles, est l'expression généralisée naturelle et inévitable des tâches démocratiques de la révolution non seulement dans la conscience des masses en train de s'éveiller, mais aussi dans la conscience de la classe ouvrière elle-même. Nous en avons parlé plus pleinement à propos de la Chine et nous ne voyons pas la nécessité de le répéter ici. Ajoutons seulement que la grande variété des formes provinciales en Inde, la diversité des formes de gouvernement et leurs non moins diverses interpénétrations avec les rapports féodaux et de caste donnent au mot d'ordre de l'Assemblée constituante en Inde un contenu révolutionnaire démocratique d'une particulière profondeur.

Le théoricien de la révolution indienne dans le P.C.U.S. actuellement est Safarov qui, par le bonheur d'une capitulation a transféré ses activités. Dans un article programmatique du Bolchevik sur les forces et les tâches de la révolution en Inde, Safarov tourne avec prudence autour de la question de l'Assemblée constituante comme un rat expérimenté tourne autour d'un morceau de fromage sur un ressort. Ce sociologue ne veut en aucune façon tomber une seconde fois dans le piège trotskyste. Traitant la question sans trop de cérémonie, il oppose à l'Assemblée constituante cette perspective:

"Le développement d'une nouvelle montée révolutionnaire sur la base (!) de la lutte pour l'hégémonie prolétarienne conduit à la conclusion (conduit qui ? comment ? pourquoi ?) que la dictature du prolétariat en Inde ne peut être réalisée que sous la forme soviétique" (Bolchevik., n°5, 1930 p-100)

Lignes étonnantes! Martynov multiplié par Safarov. Martynov, nous connaissons. Lenine disait, non sans tendresse:

"Safartchik va devenir gauchiste, Safartchik va faire des bourdes."

La perspective safaroviste mentionnée plus haut n'invalide pas cette caractérisation. Safarov est devenu très gauchiste et il faut

reconnaître qu'il n'a pas démenti la seconde partie de la prédiction de Lenine. Pour commencer, la montée révolutionnaire des masses développe "sur la base" de la lutte des communistes pour l'hégémonie prolétarienne. Tout le processus est renversé et mis tête en bas. Nous pensons que l'avant-garde prolétarienne entre ou se prépare à entrer ou devrait entrer en lutte pour son hégémonie sur la base d'une nouvelle montée révolutionnaire. La perspective de la lutte, selon Safarov, est la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Ici, au nom du gauchisme, on s'est débarrassé du mot "démocratique". Mais on ne dit pas franchement quel type de dictature à deux classes se trouve là: un type Guomindang ou un type Octobre. Ce dont nous sommes sûrs c'est sa parole d'honneur que la dictature sera réalisée "seulement sous la forme soviétique". Cela sonne très noble. Pourquoi le mot d'ordre d'Assemblée constituante? Safarov n'est prêt à être d'accord qu'avec la "forme" soviétique.

L'essence de l'épigonisme - sa méprisable et sinistre essence - réside dans le fait que, des processus réels du passé et de ses leçons, il n'abstrait que la simple forme et en fait un fétiche. C'est ce qui est arrivé avec les soviets. Sans rien dire du caractère de classe de la dictature - une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, comme le Guomindang, ou une dictature du prolétariat sur la bourgeoisie comme le type Octobre? - Safarov abuse quelqu'un, lui-même d'abord, avec la forme soviétique de la dictature. Comme si les soviets ne pouvaient pas être une arme pour tromper les ouvriers, et les paysans! Qu'étaient d'autres les soviets mencheviks-social-révolutionnaires de 1917? Rien d'autre qu'une arme pour soutenir le pouvoir de la bourgeoisie et la préparation de sa dictature. Qu'étaient les soviets social-démocrates en Allemagne et Autriche en 1918-1919? Des organes pour sauver la bourgeoisie et tromper les ouvriers. Avec un nouveau développement du mouvement révolutionnaire en Inde, avec l'apparition de luttes de classes plus puissantes et la faiblesse du parti communiste - et cette dernière est inévitable si la confusion safaroviste continue à prévaloir - la bourgeoisie nationale indienne elle-même peut créer des soviets d'ouvriers et de paysans pour les diriger exactement comme elle dirige maintenant les syndicats. Afin d'étrangler la révolution comme la social-démocratie allemande, en prenant la tête des soviets, l'a étranglée. Le caractère traître du mot d'ordre de dictature démocratique réside dans le fait qu'il ne ferme pas nettement une telle possibilité à nos ennemis, une fois pour toutes.

Le parti communiste indien, dont la création a été reportée pendant six ans - et quelles années - est maintenant privé, dans les circonstances d'une montée révolutionnaire, d'une des armes les plus importantes pour mobiliser les masses, précisément le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante. Au lieu de cela, ce jeune parti qui n'a pas encore fait ses premiers pas, est affligé du mot d'ordre abstrait des soviets comme une forme de la dictature abstraite, c'est-à-dire une dictature dont personne ne sait de quelle classe elle est. C'est réellement l'apothéose de la confusion. Et tout cela avec, comme d'habitude, des retouches et un camouflage continuel d'une situation très sérieuse et pas du tout réjouissante.

La presse officielle, particulièrement le même Safarov, dépeint la situation comme si le nationalisme bourgeois en Inde était déjà un cadavre, comme si le communisme avait soit gagné ou était en train de gagner l'allégeance du prolétariat lequel, à son tour a presque entraîné la paysannerie derrière lui. Les dirigeants et leurs sociologues, de la manière la plus inconsciente, prennent leurs désirs pour des réalités. Pour être plus exact, ils affirment ce qui aurait pu être avec une politique juste pendant les six dernières années au lieu de ce qui s'est réellement produit comme résultat d'une politique erronée. Mais quand l'inconstance des inventions et des réalités apparaîtra, ceux qu'on blâmera, ce seront les communistes indiens, comme mauvais exécutants de l'inconsistance générale - qui est avancée comme une ligne générale.

L'avant-garde du prolétariat indien est encore sur le seuil de ses grandes tâches et il a devant lui une longue route. Une série de défaites serait le révélateur non seulement de l'arriération du prolétariat et de la paysannerie, mais aussi des péchés de la direction. La principale tâche actuelle est une conception marxiste claire des forces motrices de la révolution et une perspective juste, une politique à longue portée qui rejette les formules bureaucratiques stéréotypées mais qui, dans l'accomplissement des grandes tâches révolutionnaires, s'adapte avec soin aux véritables étapes de l'éveil politique et de la croissance révolutionnaire de la classe ouvrière.

Vers le XVI^e congrès du P. C. U. S.

(31 mai 1930)

La publication du numéro actuel de notre Biulleten coïncide en gros avec le XVI^e congrès du parti. Il n'est pas trop difficile de prédire ce que sera le caractère de ce congrès. Il suffit pour cela de savoir qui le convoque et comment cela se passe. C'est l'affaire de la fraction stalinienne - avec le soutien du G.P.U. et de l'armée par le moyen de l'appareil du parti et avec l'aide de l'appareil d'Etat - que de réunir un organe législatif soigneusement sélectionné et suffisamment intimidé dont les décisions sur toutes les questions fondamentales ont été décidées d'avance, alors que l'exécution de ces décisions cessera d'être obligatoire en ce qui concerne la fraction stalinienne le lendemain de la fin du congrès. Pas un seul membre du parti capable d'observer et de réfléchir ne trouvera la moindre exagération dans ce qui vient d'être dit. Au contraire, c'est le diagnostic le plus objectif et le plus précis de ce qui existe réellement.

Le congrès se réunit après une crise d'une exceptionnelle gravité dans la vie intérieure du pays, qui a confronté le régime soviétique à des tâches nouvelles et de nouveaux dangers aigus. Il semblerait que si le congrès du parti devait avoir quelque signification, ce serait précisément en tant que forum dans lequel le parti juge de la politique de son comité central, c'est-à-dire son organisme suprême entre les congrès. Entre les congrès, dans ce cas, signifie une période de deux ans et demi. Et quelles étaient ces années! Des années dans lesquelles les avertissements et prédictions de l'Opposition battue et calomniée ont été, à la surprise du parti, confirmés avec une force et conviction qui étaient frappantes. C'étaient des années où l'on a découvert, conformément aux affirmations de la presse officielle, que Rykov, chef du gouvernement, "essayait de profiter des difficultés économiques du pouvoir soviétique", que le dirigeant de l'I.C. Boukharine a été découvert comme le "véhicule des influences libéralo-bourgeoises", que leur co-conspirateur avait été le président du conseil central des syndicats, Tomsy, chef de l'organisation qui englobe la classe dirigeante du pays tout entière.

Les trois personnes nommées ci-dessus ne sortent pas du vide. C'étaient là des membres du comité central sous Lenine, occupant aussi à cette époque des postes de haute responsabilité. Chacun d'eux a derrière lui de deux à trois décennies d'appartenance au parti. Ils ont fait des erreurs et ont été corrigés plus d'une fois par le parti. Comment se fait-il que leurs idées "bourgeoises-libérales" soit apparues aussi soudain - et à un moment où la force de la dictature et du socialisme a tellement grandi que la direction peut poser brutalement la question de l'élimination des classes "dans le plus bref délai possible" ?

Ce n'est bien entendu pas l'aspect personnel de la question qui nous intéresse. Mais sous la forme de choses qui semblent "personnelles", tout le régime du parti, tel qu'il s'est formé dans les treize années écoulées depuis la conquête du pouvoir par le prolétariat, est exposé devant nos yeux.

Le système du bureaucratisme est devenu un système de révolutions de palais ininterrompues, ce qui est maintenant l'unique moyen par lequel il puisse se maintenir. Une semaine avant que la scission au sein du comité central explose en surface et que les irréprochables "léninistes" aient été proclamée libéraux bourgeois, renégats, traîtres, etc. - avec l'accompagnement des cris et des huées d'une bande déchaînée de jeunes chenapans, parmi lesquels se trouvaient cependant plus d'un vénérable vieux monsieur, 9 une semaine avant que cela arrive, la rumeur selon laquelle il y avait des désaccords dans le comité central a été qualifiée de calomnie criminelle inventée par l'Opposition trotskyste. Tel est le régime! Ou plutôt tel est l'un de ses traits les plus voyants!

Juste en ce moment, le parti est en train d'entrer dans les préparatifs du congrès ou, plus précisément l'apparence de préparatifs pour l'apparence de congrès. On s'attendrait à ce que précisément la question de la politique du comité central - sa "ligne générale", son mode interne de gouvernement, qui consiste en une série de coups de palais, arrivant comme de brutales surprises qui frappent le parti sur la nuque et le surprennent à l'improviste pour ne pas parler des autres grosses surprises comme "l'élimination des classes" dans le cadre du plan quinquennal, aurait été au centre des discussions d'avant-congrès. Mais c'est justement une telle discussion qui a été interdite. Oui, complètement interdite!

Bien entendu, il n'y a pas et il ne peut y avoir le moindre doute que l'appareil suit avec beaucoup d'attention la discussion ou plutôt le semblant de discussion et qu'il a en coulisses pris toutes les mesures pour préserver la domination de la fraction militarisée de Staline - ou, plus précisément, pour ne pas être obligés d'employer des mesures de répression ouvertes et générales contre le parti. On l'avait fait auparavant, mais on ne l'avait pas mentionné. Maintenant, en revanche, des mesures de coercition contre le parti sont élevées au niveau des principes et ouvertement annoncées du haut des tribunes les plus autorisées du parti. C'est incontestablement le dernier cri, la réalisation la plus récente de l'appareil du parti. Une telle situation n'existait pas au temps du XV^e congrès.

S.V. Kossior, secrétaire du comité central ukrainien - ne pas confondre avec le camarade V.V. Kossior, l'oppositionnel, qui est maintenant exilé - a donné le ton, bien, mais pas de sa propre initiative. Le groupe stalinien de Kharkov a joué le rôle de troupe de choc dans le système de bonapartisme du parti depuis un certain temps. Chaque fois que le parti a besoin d'être abasourdi par le dernier mot que les autres secrétaires locaux ne se sont pas décidés ou ont honte de prononcer, on confie la mission à Kharkov. Manouïlsky venait de là; Kaganovitch y a travaillé; c'est là qu'est l'homme de confiance Skrypnik; là plus d'un bébé Moïse a éclaté sur la scène comme bien des œufs pourris; là, à l'époque où le fil du télégraphe de Moscou noué autour de son cou quand il joue au "chef", S.V. Kossior, déjà cité - de braconnier oppositionnel sous Lenine, est devenu sous Staline un gendarme bureaucratique. Dans un rapport publié par la presse tout entière, Kossior a assuré qu'il y avait dans le parti des éléments assez criminels pour oser parler à des réunions de cellules, pendant des discussions de la politique du parti, des erreurs du comité central dans l'application de la politique kolkhoziennne. "Il faut vraiment leur dire leur fait!", déclare Kossior, et ses paroles sont publiées dans toute la presse du parti. "Leur dire leur fait" - cette formule prudemment tournée mais vile, comporte toutes les formes de la répression physique: exclusion du parti, renvoi du travail, privation d'appartement familial, exil pénal et finalement diffamation par la calomnie diffusée par un des Jarostavsky locaux. Un autre membre du comité central, kstychev, également un Ukrainien, a publié dans la Pravda une accusation sous forme d'article - une accusation faite de morceaux de discours de certains membres individuels du parti qui, de nouveau, dans des réunions de cellules du parti - ont "osé" - ils ont osé - parler des erreurs du comité central. Sa conclusion est la même que celle de Kossior, il faut les chasser. Et cela à la veille d'un congrès ostensiblement convoqué avec l'objectif précis d'évaluer le comité central.

Le régime bureaucratique est bien sur la voie d'établir le principe de l'infailibilité de la direction, complément nécessaire du fait qu'elle n'a pas de comptes à rendre. Telle est la situation présente.

Ces faits ne tombent pas du ciel. Ils résument le second chapitre de la révolution celui de l'après-Lénine, le chapitre de son déclin graduel et de sa dégénérescence. La première révolution de palais, résultat d'une conspiration organisée méthodiquement, a été réalisée en 1923-1924, après avoir été soigneusement préparée pendant les mois où Lénine luttait contre la mort. Dans le dos du parti, six membres du Politburo organisèrent une conspiration contre le septième. Ils se lièrent par un engagement de "discipline mutuelle"; ils communiquèrent avec leurs agents et leurs groupes de confiance dans toutes les parties du pays par des télégrammes codés. Le pseudonyme officiel utilisé collectivement par les organisateurs de la conspiration était le terme de "Vieille Garde léniniste". On annonça que ce groupe, et lui seul, était le continuateur d'une ligne politique juste. Il est intéressant de rappeler maintenant les gens qui constituaient cette infailible "Vieille Garde léniniste" de 1923-1924: Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Staline, Rykov et Tomsy. De ces six incarnations vivantes du léninisme deux idéologues principaux de la vieille garde - Zinoviev et Kamenev - ont fini deux ans plus tard par être dénoncés pour "trotskysme" et, encore deux ans plus tard, furent exclus du parti. Trois autres - Boukharine, Rykov et Tomsy, se sont avérés des "bourgeois libéraux" et ont été écartés en fait de toute activité. Sans aucun doute, après le congrès seront-ils aussi révoqués formellement. Aucun aveu ne peut les aider à ce point. Les brèches dans l'appareil bureaucratique ne seront jamais refermées; elles ne peuvent que s'élargir. Ainsi, de ceux qui constituaient la "Vieille Garde léniniste", seul Staline n'est pas tombé sous la roue de l'appareil. Et ce n'est pas par hasard: c'est lui qui la fait tourner.

D'abord, c'est-à-dire après le premier coup (la maladie de Lénine et l'exclusion de Trotsky), le principe de l'"infailibilité" de la direction en un certain sens avait un caractère philosophique en rapport avec le parti: la "Vieille Garde" liée avec Lénine par son passé entier et maintenant liée par une solidarité idéologique inébranlable, était soi-disant capable par son effort collectif de garantir "une direction irréprochable". Telle était la doctrine du régime d'appareil à cette étape. Au temps du XV^e congrès, l'infailibilité avait changé, de principe "historique et philosophique" en un guide pratique de coulisses qui n'a pas encore été ouvertement reconnu. Mais lors du XVI^e congrès, il est déjà devenu un dogme ouvertement professé. Bien que, par habitude, on fasse encore référence à l'infailibilité du comité central, il ne viendrait à l'idée de personne de penser à lui comme s'il était une sorte quelconque de collectif stable, puisque personne ne prend au sérieux les membres du Politburo: eux-mêmes ne le font pas. Ce qu'on entend réellement par là, c'est Staline. Ce n'est pas camouflé du tout. Au contraire, c'est souligné de toutes les façons possibles. L'année de son couronnement officiel comme dirigeant infailible ne devant de compte à personne a été 1929. Un des capitulards a donné une formule générale pour cette nouvelle étape: il est impossible d'être loyal au parti sans être loyal au comité central; il est impossible d'être loyal au comité central sans être loyal à Staline. C'est le dogme du parti bonapartiste. Le fait que Piatakov, qui considérait possible au temps de Lénine d'être pour le parti tout en étant un opposant persistant de Lénine, explique maintenant que le concept de parti signifie un groupement plébiscitaire autour de Staline (ceux qui sont pour lui sont dans le parti et les autres non) - ce fait en lui-même caractérise suffisamment le cours qui a été pris par le parti officiel dans les sept dernières années. Et ce n'est pas sans raison qu'on a dit de ce même Piatakov, quand il était encore dans l'Opposition, remâchant tristement les débris des anciennes idées: "Bonaparte faisait parfois ses préfets à partir de semblables débris".

L'ensemble de l'histoire démontre combien il est difficile d'arriver à une conception générale des événements auxquels on a participé, surtout si ces événements ne coïncident pas facilement avec les façons anciennes, coutumières, "automatiques" de penser. C'est pour cela qu'il arrive souvent que des gens honnêtes et sensibles soient sincèrement excédés si on fait simplement référence à voix haute à ce qu'ils font ou à ce qui arrive avec leur coopération et qu'on l'appelle cela par son nom. Et ce qui arrive est un processus automatique, très largement extérieur à la conscience, mais pas moins réel pour autant, à travers lequel le parti ouvre la voie au bonapartisme. derrière la fiction des préparatifs pour le XVI^e congrès - convoqué conformément au principe plébiscitaire de Piatakov (quiconque est pour Staline va au congrès) - c'est précisément cette réalité qui apparaît de façon aussi menaçante: la préparation sans y penser, inconsciemment, automatiquement, du terrain pour le bonapartisme.

Aucun cri d'indignation ni aucun hurlement hypocrite que libéraux et mencheviks disent "la même chose" ne nous empêchera de dire ce qui est vrai puisque c'est seulement dans cette voie qu'il est possible de trouver les bases d'un soutien et les forces pour contre-attaquer et pour repousser le danger. Le parti a été étouffé. Il n'a plus qu'un seul droit: être d'accord avec Staline. Mais ce droit est en même temps son devoir. Plus, le parti a été appelé à exercer ce droit douteux après un intervalle de deux ans et demi. De combien sera le prochain ? Qui peut aujourd'hui le dire ?

Non seulement tout ouvrier communiste qui pense, mais aussi tout fonctionnaire du parti qui n'a pas été complètement Jaroslavskysé ou Manouïlskysé ne peut s'empêcher de demander: comment se fait-il qu'en résultat de la croissance économique et culturelle et du renforcement de la dictature et du socialisme, le régime du parti soit en train de devenir de plus en plus lourd et intolérable? Les apparatchiki eux-mêmes l'admettent dans les conversations privées sans même un moment d'hésitation; et comment le nieraient-ils ? L'écrasante majorité d'entre eux ne sont pas seulement les exécutants du régime de Staline, mais aussi ses victimes.

De deux choses l'une. Ou le système de dictature prolétarienne est entré de façon irréconciliable en contradiction avec les besoins économiques du pays, et la dégénérescence bonapartiste du régime du parti n'est qu'un sous-produit de cette contradiction fondamentale - c'est ce que les ennemis de classe, les mencheviks au premier rang, croient, disent et espèrent; ou bien le régime du parti, qui a sa propre logique et son propre élan, est entré dans un état de contradiction aiguë avec la dictature révolutionnaire, en dépit du fait que cette dernière conserve toute sa vitalité et est l'unique régime capable de protéger la Russie de la servitude coloniale, garantissant le développement de ses forces productives et ouvrant devant elle de grandes perspectives socialistes. C'est ce que nous, Opposition communiste de gauche, nous croyons. Nous devons accepter l'une de ces deux explications. Personne n'en a proposé de troisième. Et dans l'intervalle la dégénérescence progressive du régime du parti exige d'être expliquée.

Le régime du parti dirigeant n'a pas de signification définie pour le destin de la dictature révolutionnaire. Bien entendu le parti est un facteur de l'ordre des "superstructures". Le processus qui s'y déroule se réduit en dernière analyse à des rapports de classe qui changent sous la pression des forces productives. Mais les interrelations entre les éléments superstructurels de type différent et leur relation à leur base de classe ont un caractère dialectique extrêmement complexe. Le régime du parti n'est pas en ou par lui-même un baromètre automatique des processus qui prennent place en dehors du parti et indépendamment de lui.

Il n'est pas nécessaire de répéter que nous n'avons jamais été enclins à nier ou minimiser la signification des facteurs objectifs qui pèsent de l'extérieur sur le régime interne du Parti.

Au contraire, nous les avons soulignés à plusieurs reprises. Ils se ramènent tous en dernière analyse à l'isolement de la république soviétique.

Au niveau politique, il y a deux raisons pour cet isolement prolongé: Le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie qui est venue au secours de l'Europe capitaliste après la guerre et était en ce moment sa domination impérialiste (le rôle du gouvernement Mc Donald en ce qui concerne l'Inde); et la politique opportuniste et aventuriste de l'I.C. qui a été la cause immédiate d'un certain nombre de défaites colossales pour le prolétariat (Allemagne, Bulgarie, Lettonie, Chine, Grande-Bretagne). Les résultats des erreurs de l'I.C. sont chaque fois devenus la source de difficultés ultérieures et par conséquent de la détérioration ultérieure du régime. Mais les trahisons même de la social-démocratie - un "facteur objectif" du point de vue communiste - se déroulent avec une relative impunité seulement parce qu'elles sont couvertes par les fautes parallèles de la direction communiste. Ainsi les "facteurs objectifs" eux-mêmes, au sens de la pression des forces de classe hostiles sur le parti représentent dans une très large mesure - qui ne peut bien sûr être mesurée mathématiquement - les résultats actuels de la politique fautive d'hier de la bureaucratie centriste.

Si l'explication de la détérioration systématique du régime au cours des sept années écoulées était simplement qu'il y avait eu une augmentation automatique de la pression des forces de classe hostiles, cela impliquerait une sentence de mort pour la révolution. En fait, ce n'est pas le cas. En plus de la pression des forces hostiles de l'extérieur qui, de plus, ont trouvé un soutien dans la politique fautive à l'intérieur du parti, le régime subit la pression directe et pesante d'un facteur interne d'une force immense et qui grandit sans cesse, à savoir la bureaucratie du parti et de l'Etat. Cette bureaucratie est transformée en force auto-suffisante: elle a ses propres intérêts matériels et développe son point de vue, correspondant à ses propres positions privilégiées. Utilisant les moyens et les méthodes parmi lesquelles la dictature armée, la bureaucratie subordonne de plus en plus le régime du parti non aux intérêts de la dictature, mais à ses propres intérêts, c'est-à-dire la garantie de ses positions privilégiées, son pouvoir et son droit de ne pas rendre de comptes. Bien entendu ce phénomène est né de la dictature. Mais c'est un dérivé auquel s'opposent d'autres dérivés dans la dictature elle-même. Ce n'est pas que la dictature soit entrée en contradiction avec les besoins du développement économique et culturel; au contraire, le régime soviétique, en dépit de toutes les erreurs de sa direction a montré dans des circonstances difficiles et continue à montrer même maintenant les inépuisables sources de créativité qu'il porte en lui. Mais il n'est pas douteux que la dégénérescence bureaucratique de l'appareil de la dictature sape la dictature elle-même; et comme les zigzags économiques des dernières années l'ont montré, cette dégénérescence peut vraiment mettre le régime soviétique en contradiction avec le développement économique du pays.

Le bureaucrate va-t-il dévorer la dictature ou la dictature de la classe révolutionnaire prendra-t-elle le meilleur sur le bureaucrate ? Tel est le problème auquel nous sommes confrontés maintenant - et de sa solution dépend le sort de la révolution.

Il y a quatre ans, on disait de Staline qu'il s'était porté candidat au poste de fossoyeur du parti et de la révolution. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis lors. Les limites sont presque atteintes. Les dangers se sont multipliés. Néanmoins nous sommes bien plus éloignés qu'à aucun moment des dernières années du pessimisme dans nos prévisions. Des processus profonds se déroulent dans le parti hors du cadre de ses procédures formelles et de ses manifestations destinées au spectacle. Les tournants économiques et les zigzags de la bureaucratie, les convulsions sans précédent de tout l'organisme économique du pays, la chaîne ininterrompue de coups de palais et finalement l'évidence même du passage aux méthodes plébiscitaires bonapartistes pour diriger le parti - tout cela donne naissance à un processus profond de différenciation dans le fondement même du parti, dans l'avant-garde ouvrière et dans le prolétariat dans son ensemble. Ce n'est pas un hasard si maintenant plus que jamais toute la presse officielle est pleine de hurlements contre le "trotskysme". Les éditoriaux, les fictions, les comptes rendus économiques, le prose et la poésie, les rapports de correspondants et les résolutions officielles - tout cela condamne ce qui a déjà été condamné, écrase ce qui a déjà été écrasé, et enterre le "trotskysme" déjà enterré. En même temps, à titre de préparation du congrès, quatre cent cinquante oppositionnels ont été récemment arrêtés à Moscou seulement. Cela démontre que les idées de l'Opposition continuent à vivre. Les idées ont une puissance énorme quand elles correspondent au cours réel des événements. C'est attesté par l'histoire tout entière du bolchevisme que l'Opposition continue dans des conditions nouvelles. "Vous ne pouvez sceller nos idées dans une bouteille", avons-nous dit des dizaines de fois à la bureaucratie stalinienne. Maintenant, elle est contrainte à tirer les mêmes conclusions.

Le XVI^e congrès ne décidera rien. Le problème sera tranché par d'autres facteurs: ce que sont les inépuisables ressources révolutionnaires du prolétariat et le potentiel pour l'activité de son avant-garde - qui se rapproche toujours plus d'une grande épreuve. L'Opposition est l'avant-garde de l'avant-garde. Elle a accepté une série de défaites organisationnelles comme le prix pour lancer un certain nombre d'appels à l'avant-garde prolétarienne.

L'histoire dira que ce prix n'était pas trop élevé. Plus l'Opposition a présenté clairement, distinctement et à voix haute ses critiques, prévisions et propositions, mieux elle a rempli son rôle. L'intransigeance idéologique a été inscrite sur notre drapeau. En même temps, l'Opposition n'a jamais, même un instant ni dans sa critique théorique, ni dans ses activités pratiques, dévié de la ligne politique de gagner le parti idéologiquement à une ligne de pouvoir contre le parti. Quand les bonapartistes ont essayé de nous attribuer des plans pour une guerre civile, nous leur avons régulièrement retourné ces provocations au visage. Ces deux principes directeurs de l'activité de l'Opposition demeurent valables encore aujourd'hui. Aujourd'hui, comme dans le passé, nous sommes sur la ligne de la réforme. Nous cherchons à aider le noyau prolétarien du parti à réformer le régime dans une lutte contre la bureaucratie bonapartiste, plébiscitaire. Notre but: la consolidation de la dictature prolétarienne en U.R.S.S. comme le facteur le plus important pour la révolution socialiste internationale.

L'Opposition a été mise à l'épreuve dans des événements d'une importance exceptionnelle et sur des questions d'une complexité sans précédent. L'Opposition est devenue un facteur international et ne cesse de ce point de vue de grandir. C'est pourquoi nous sommes moins pessimistes que jamais auparavant. Le XVI^e congrès travaillera à résoudre divers problèmes, mais il ne résoudra pas le problème. Nous écouterons avec attention les discours des délégués au congrès et nous lirons avec soin ses décisions. Mais même maintenant nous regardons plus loin, au-delà du XVI^e congrès. Notre politique continue à être celle du long terme.

Encore à propos de Blumkine

mai 1930

A Moscou, seuls des cercles étroits du parti sont informés de ce que Staline a fait à Blumkine. Ils répandent systématiquement des rumeurs selon lesquelles Blumkine se serait suicidé. Ainsi Staline, jusqu'à présent, n'ose-t-il pas reconnaître ouvertement qu'il a exécuté le "contre-révolutionnaire" Blumkine.

Il est tout à fait remarquable que la presse capitaliste mondiale ne se soit pas empressée d'utiliser l'affaire Blumkine. Elle pense à juste titre que la défense des communistes de gauche contre les représailles de Staline n'entre pas dans la sphère de ses intérêts. Aussi l'Opposition communiste de gauche est-elle tenue de faire campagne avec d'autant plus de constance et de fermeté pour dénoncer les crimes staliniens.

Dans le dernier numéro, nous avons dit qu'outre Blumkine, deux oppositionnels supplémentaires avaient été fusillés, les camarades Silov et Rabinovich, Ainsi la question revêt-elle une importance exceptionnelle: seule la publicité autour de ses crimes parmi les ouvriers progressistes du monde entier peut arrêter la sanglante violence de Staline contre les bolcheviks révolutionnaires.

L'ex-communiste Souvarine a volé au secours de Staline, prétendant que Blumkine aurait soi-disant exécuté dans le G.P.U. les instructions de l'Opposition et que l'existence même du G.P.U. lui dicte d'exécuter ceux qu'il emploie quand ils le trahissent.

Souvarine en conclut que "dans la treizième année de la révolution", il faut supprimer le G.P.U.

Nous n'avons aucune raison de nous engager dans un débat théorique avec Souvarine. Nous estimons suffisant de nous limiter à la déclaration suivante.

Le camarade Blumkine n'a jamais exécuté et, du fait même du caractère de son travail, n'aurait jamais pu exécuter dans le G.P.U. ou par lui les instructions de l'Opposition. Il suffit d'indiquer qu'il a passé le plus gros de la dernière période en Extrême-Orient, principalement en Mongolie.

L'interdiction faite aux travailleurs du G.P.U. comme de l'armée d'avoir d'autres opinions que celles du comité central aujourd'hui, équivaut à priver des droits de parti élémentaires les communistes qui travaillent dans ces institutions.

Seuls des bureaucrates staliniens pourraient défendre une mesure aussi abjecte.

Le G.P.U. est un organe d'autodéfense de la dictature du prolétariat. Dans la mesure où la révolution d'Octobre, même dans sa treizième année, est entourée d'un monde d'ennemis, elle ne peut renoncer à de tels organes - la dictature ne peut pas cesser d'être une dictature.

Seuls des libéraux ou des social-démocrates en train de devenir libéraux pourraient voir cette question d'un point de vue formel. Nous l'examinons d'un point de vue de classe: au nom de qui ces mesures de répression sont-elles adoptées ? Contre qui le sont-elles ? Qui servent-elles et pourquoi ? C'est une question d'efficacité révolutionnaire, pas de justice au-dessus des classes.

Le meurtre de Blumkine et, en général, les actes de répression contre l'opposition léniniste affaiblissent l'avant-garde révolutionnaire, sapent le parti et renforcent les ennemis de classe. Nous menons la bataille contre le meurtre - lâche et traître - de Blumkine par Staline, au nom de la dictature du prolétariat.

Que nos amis et nos ennemis le sachent.

Le suicide de Maïakovski

Déjà Blok avait reconnu en Maïakovski un « énorme talent ». On peut dire sans exagération qu'il y avait en Maïakovski les reflets du génie. Ce n'était cependant pas un talent harmonieux. Où aurait-on pu trouver une harmonie artistique dans cette décennie de catastrophes, à la limite non cicatrisée de deux époques ? Dans la création de Maïakovski, les cimes vont de pair avec les abîmes, des manifestations de génie étonnent à côté de strophes banales, parfois même d'une vulgarité criante.

Maïakovski voulut sincèrement être un révolutionnaire, avant même que d'être un poète. En réalité, il était avant tout un poète, un artiste, qui s'éloigna du vieux monde sans rompre avec lui; c'est seulement après la Révolution qu'il chercha et, dans une certaine mesure, trouva en elle un soutien. Il ne se confondit pas avec elle jusqu'au bout, parce qu'il n'était pas venu à elle dans la dure période des années de préparation clandestine. Plus généralement Maïakovski n'était pas seulement le « chantre », mais également la victime d'une époque critique qui, tout en préparant les éléments d'une nouvelle culture avec une puissance jusque-là inconnue, va plus lentement qu'il ne le faudrait, pour assurer l'évolution harmonieuse d'un poète, d'une génération de poètes se donnant à la révolution. Il faut voir là l'absence d'harmonie intérieure qui se manifestait dans le style de l'auteur, l'insuffisante discipline de son verbe et la démesure de ses images: la chaude lave du pathétique et l'incapacité de se lier à l'époque, à la classe, la plaisanterie de mauvais goût par laquelle le poète semble vouloir se protéger contre toute atteinte du monde extérieur. Parfois on pensait à de l'hypocrisie artistique et aussi psychologique. Non! Les lettres écrites avant sa mort rendent le même son: que signifie la formule lapidaire « l'incident est clos » par laquelle le poète tire un trait final ?

Ce qu'étaient le lyrisme et l'ironie pour le romantique attardé Heinrich Heine - l'ironie contre le lyrisme mais en même temps pour sa défense -, le pathétique et la vulgarité le sont pour le « futuriste » attardé Maïakovski: la vulgarité contre le pathétique mais, en même temps, pour sa défense.

L'avis officiel, mis au point par le « Secrétariat » dans un langage de protocole juridique, s'empresse d'informer que ce suicide « n'a aucun rapport avec les activités sociales et littéraires du poète ». Ce qui revient à dire que la mort volontaire de Maïakovski n'a aucun rapport avec sa vie, ou bien que sa vie n'avait rien de commun avec sa création révolutionnaire et poétique; c'est transformer sa mort en un fait divers fortuit. Ce n'est ni vrai ni nécessaire ni... intelligent! « La barque de l'amour s'est brisée sur la vie courante », écrit Maïakovski dans ses derniers vers. Cela veut dire que ses « activités sociales et littéraires » avaient cessé de l'élever suffisamment au-dessus des tracas de la vie quotidienne pour le mettre à l'abri des coups insupportables qui le frappaient. Comment écrire alors : « n'a aucun rapport » ?

L'idéologie officielle actuelle au sujet de la « littérature prolétarienne » - nous retrouvons dans le domaine littéraire ce que nous voyons dans le domaine économique - est fondée sur une totale incompréhension des rythmes et des délais de la maturation culturelle. La lutte pour la « culture prolétarienne » - quelque chose comme la « collectivisation totale » de toutes les conquêtes de l'humanité dans le cadre du plan quinquennal - avait, dans les débuts de la Révolution d'Octobre, un caractère d'idéalisme utopique; et c'est précisément pourquoi elle rencontra l'opposition de Lénine et de l'auteur de ces lignes. Ces dernières années, elle est devenue tout simplement un système de commandement - et de destruction - bureaucratique de l'art. Ont été proclamés classiques de la littérature pseudo-prolétarienne les ratés de la littérature bourgeoise du genre de Serafiniovitch, Gladkov et consorts. Une souple nullité comme Averbach a été baptisée le Belinsky... de la littérature « prolétarienne » (!). La haute direction des belles-lettres se trouve entre les mains de Molotov, vivante négation de tout esprit créateur dans la nature humaine. Qui pis est, l'adjoint de Molotov est Goussev, artiste en de nombreux domaines, sauf en art. Ce choix est tout à l'image de la dégénérescence bureaucratique des sphères officielles de la révolution. Molotov et Goussev ont étendu sur les belles-lettres une littérature défigurée, pornographique, de courtisans « révolutionnaires », œuvre d'un collectif anonyme.

Les meilleurs représentants de la jeunesse prolétarienne, dont la vocation est de préparer les bases d'une nouvelle littérature et d'une nouvelle culture, ont été livrés aux ordres de gens qui ont converti en critère de la réalité leur propre absence de culture.

Oui, Maïakovski est le plus viril et le plus courageux de tous ceux qui, appartenant à la dernière génération de la vieille littérature russe et n'ayant pas encore été reconnus par elle, ont cherché à se créer des liens avec la Révolution. Oui, il tissa des liens infiniment plus complexes que tous les autres écrivains. Un dévouement profond demeura en lui. Aux contradictions que comporte la révolution, toujours plus pénibles pour l'art à la recherche de formes achevées, est venu s'ajouter, ces dernières années, le sentiment du déclin où l'ont réduite les épigones. Prêt à servir son « époque » par les plus humbles travaux quotidiens, Maïakovski ne pouvait pas ne pas se détourner d'une routine pseudo-révolutionnaire. Il était incapable d'en avoir pleine conscience sur le plan théorique et, par suite, de trouver la voie pour la surmonter. Il dit justement de lui-même qu'il « n'est pas à louer ». Longtemps et vigoureusement, il refusa d'entrer dans le kolkhoze administratif de la prétendue littérature « prolétarienne » d'Averbach. Il tenta de fonder, sous le drapeau de Leï, l'ordre des ardents croisés de la révolution prolétarienne: servir celle-ci en toute conscience et non sous la menace. Leï n'avait évidemment pas la force d'imposer son rythme aux 150.000.000: la dynamique des flux et reflux de la révolution était trop lourde, trop profonde. Au mois de janvier de cette année, Maïakovski, vaincu par la logique de la situation, fit un grand effort sur lui-même pour adhérer finalement à l'Association soviétique des poètes prolétaires (VAPP), deux à trois mois avant de se tuer. Cette adhésion ne lui apporta rien, lui retira, au contraire, quelque chose. Quand il liquida ses comptes tant sur le plan personnel que public et coula sa « barque », les représentants de la littérature bureaucratique, ceux qui sont à louer s'écrièrent : « inconcevable, incompréhensible », montrant par là qu'ils n'avaient pas plus compris le grand poète Maïakovski que les contradictions de l'époque.

Edifiée à la suite de pogromes contre des foyers littéraires authentiquement révolutionnaires et vivants, l'Association des poètes prolétaires (VAPP), soumise à la contrainte bureaucratique et livrée idéologiquement à l'abandon, n'a apparemment pas assuré l'unité morale : au départ du plus grand poète de la Russie soviétique, on ne trouve à répondre avec un embarras officieux que cela « n'a aucun rapport... ». C'est peu, vraiment peu, pour qui veut édifier une nouvelle culture dans les plus brefs délais.

Maïakovski n'est pas devenu, il ne pouvait pas devenir, le fondateur de la littérature prolétarienne pour la même raison que le socialisme ne peut être édifié dans un seul pays. Dans les combats de la période de transition, il était le plus courageux combattant du verbe, et il est devenu l'un des plus indiscutables précurseurs de la littérature que se donnera la nouvelle société.

Myasnikov a la mémoire courte

Brèves informations à l'usage des ultra-gauches.

mai 1930

Quelques petits groupes ultra-gauches et avec eux Myasnikov qui n'a pas de groupe du tout bavardent sur la "capitulation" de l'Opposition russe, Trotsky et Rakovsky en tête. Ces divagations sont tout à fait déplacées dans la bouche de Myasnikov et le placent en position ridicule. Nous ne souhaitons nullement nous engager dans une polémique, nous nous bornons à rappeler quelques faits récents.

- 1 - . En juin 1929, Myasnikov a eu des entretiens préliminaires avec le consulat soviétique de Trébizonde sur les conditions pour son retour en U.R.S.S. Myasnikov avançait certaines revendications pour le droit de revenir en U.R.S.S. avec une garantie d'inviolabilité personnelle. Il s'abstenait pour sa part de toute activité politique. Ne recevant pas de réponse, Myasnikov écrivit le 8 août cette nouvelle déclaration:

"Au cours de nos entretiens préliminaires sur les conditions de mon retour en U.R.S.S., il fut entendu que je retournerais en U.R.S.S. si a) je me voyais garantir l'inviolabilité personnelle, b) que cette garantie d'inviolabilité personnelle serait rendue publique dans la presse périodique (journaux) avant mon retour en U.R.S.S., c) qu'après mon retour en U.R.S.S. j'aurais le droit de résider à Moscou et Leningrad avec l'assurance d'un travail d) que cette garantie d'inviolabilité me serait accordée quand, à mon retour en U.R.S.S., je mettrais fin à mon activité politique".

Ce fut seulement sur les conseils du camarade Trotsky que cette déclaration ne fut pas envoyée au consulat par Myasnikov. Il est bon de rappeler ici que Myasnikov acceptait les conditions même que Staline avait posées au camarade Trotsky à Alma-Ata, juste avant son exil en Turquie et auxquelles le camarade Trotsky répliqua par la ferme et précise déclaration suivante:

"Seuls des bureaucrates complètement corrompus peuvent exiger des révolutionnaires semblable renonciation (renonciation à l'activité politique, c'est à dire au service du parti et du prolétariat international). Seuls de méprisables renégats pourraient faire une telle promesse".

- 2 - A l'éclatement du conflit sino-soviétique, Myasnikov écrivit au camarade Trotsky (25 novembre 1929):

"Le moment n'est pas à la discussion, mais à la bataille. Voilà ce qu'il faut se dire à soi et au monde entier! En avant contre Tchiang-Kaï-chek ... et en avant dans la bataille".

Trotsky fit à Myasnikov la réponse suivante:

"J'avoue que votre lettre m'a beaucoup étonné. Vous posez la question de la défense de l'U.R.S.S. comme si elle s'était posée la première fois sous l'influence de la dernière phase du conflit sino-soviétique. Pourtant l'Opposition bolchevik-léniniste a répondu catégoriquement à cette question, particulièrement dans sa plate-forme qui dit: "quiconque est contre la défense de l'U.R.S.S. est un traître au prolétariat international". Cela ne signifie pas qu'en cas de guerre nous devrions oublier toutes nos divergences. Nous devons nous battre comme si ces divergences n'existaient pas. Mais nous devons conserver le droit de soulever même pendant la guerre, toutes les questions controversées si les intérêts de la victoire de la révolution l'exigent. C'est pourquoi je considère impossible qu'un Oppositionnel renonce à son activité politique en temps de paix comme en temps de guerre. Salutations. L. Trotsky".

- 3 - Il y a peu de temps, Myasnikov demanda instamment au "capitulard" Trotsky une préface pour sa brochure. Voici ce qu'il écrivait le 3 août 1929:

"Votre critique m'est utile à moi et avant tout au prolétariat du monde entier. Je ne crains pas la critique; au contraire je veux une critique loyale, honnête, documentée. A présent, vous seul pouvez faire une telle critique", etc. Le camarade Trotsky refusa de rédiger cette préface, car il ne souhaitait pas donner l'impression d'un rapprochement politique là où il n'en existait pas en réalité.

Tout cela montre que Myasnikov et ses amis devraient être un petit peu plus prudents.

L'article sur la collectivisation

mai 1930

L'article du camarade Graef pose une question de la plus grande importance et pour l'essentiel le fait à notre avis de façon correcte. Son illustration de la façon dont les staliniens comprennent le développement inégal, à travers l'exemple du problème de la surpopulation est présenté de façon très convaincante.

Mais il y a un point sur lequel nous sommes en désaccord avec l'auteur. La camarade Graef traite trop à la légère la question des rapports entre le taux de collectivisation et la base technique industrielle de l'agriculture actuelle. Il a tout à fait tort de supposer qu'il est possible d'abord de créer des kolkhozes, ensuite de leur donner une base technique. Les kolkhozes vont tomber en pièces en attendant la base technique, leur effondrement s'accompagnant d'une lutte interne féroce et faisant beaucoup de mal à l'agriculture, c'est-à-dire également à toute l'économie en général.

Il n'est pas vrai, comme il l'assure, que "même la forme la plus élémentaire, la plus primitive, de collectivisation doivent aboutir à une meilleure productivité du travail que celle de la ferme paysanne individuelle". Toute la question tourne autour de l'extension de la collectivisation, d'une part, du caractère des moyens de production de l'autre. "Il ne peut en être autrement, écrit le camarade Graef car s'il en était ainsi, l'utilité économique et la nature progressiste de la mise en commun des ressources seraient alors démenties". Mais la vérité est que la question est de déterminer les limites dans lesquelles la collectivisation, au niveau économique et culturel donné, peut être "économiquement utile" ou "progressiste".

Il faut considérer comme un évident malentendu la référence du camarade Graef à la Révolution d'Octobre supposée avoir transformé d'abord la superstructure organisationnelle et procédé ensuite à l'organisation de la base technique et économique. Que la base économique ne puisse être réorganisée sur un modèle socialiste sans que le pouvoir ait été préalablement pris et sans que l'Etat (la superstructure) ait été d'abord réorganisé, c'est indiscutable. Quand les mencheviks nous disaient que les conditions sociales n'étaient pas mûres pour le socialisme, nous répondions; "les conditions sont tout à fait mûres pour la prise du pouvoir par le prolétariat et nous bâtirons le socialisme à un taux correspondant aux ressources matérielles".

Si les conditions dans le village soviétique sont "mûres" pour la collectivisation, c'est seulement dans le sens qu'il n'existe pas d'autre issue. Cela ne suffit pourtant pas. En tout cas, ce n'est nullement suffisant pour se jeter la tête la première d'un état d'impasse relatif, qui permet encore de reporter le paiement d'une traite historique, à la conclusion que l'impasse est absolue. Il faut dire clairement et honnêtement à la paysannerie la disproportion qu'il y a entre l'extension actuelle de la collectivisation et les ressources matérielles dont on dispose pour la soutenir. Les initiatives pratiques à prendre en découleront automatiquement.

Nous n'allons pas nous appesantir sur cette question puisqu'elle est analysée dans d'autres articles du Biulleten, particulièrement dans l'article "Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?", dans ce même numéro.

Nous espérons que le lecteur sera d'accord avec nous qu'en dépit de l'erreur indiquée plus haut sur les perspectives économiques, l'article du camarade Graef constitue une contribution valable à la discussion du problème de la collectivisation.